

France : Groupes haineux d'extrême droite 2023

Les mouvements d'extrême droite en France ont une très longue histoire remontant à la fin des années 1800 ; ils sont fondés principalement sur l'antisémitisme, le nationalisme ethnique et le nationalisme religieux, c.-à-d. catholique. Enracinés dans l'histoire du catholicisme généralement conservateur en France, ces mouvements décrivaient les juifs comme une menace à l'égard du catholicisme ; cette idée, autrefois inscrite dans la doctrine catholique, est maintenant rejetée officiellement. D'autres mouvements considérés historiquement comme des ennemis de l'Église, en particulier les francs-maçons, les protestants et les mouvements soutenant les formes de gouvernement républicaines, ont été la cible de l'extrême droite. Au cours des dernières années, les immigrés, et en particulier les musulmans, sont devenus l'anathème de la vision de l'extrême droite pour le peuple français ; maintenant, elle prône plus ouvertement le suprémacisme blanc et est alimentée par la propagande enracinée dans la théorie du complot raciste du grand remplacement.

L'un des événements les plus marquants de la montée de l'antisémitisme français et du nationalisme d'extrême droite a été l'affaire Dreyfus en 1894. Un officier militaire juif, Alfred Dreyfus, a été arrêté sur de fausses accusations de trahison et de partage de renseignements avec l'Empire allemand ; il a ensuite été condamné à la prison à vie pour espionnage. Après avoir purgé cinq ans de prison et subi un autre procès et d'autres complications, Dreyfus a finalement été gracié ; il a ensuite été disculpé en 1906 et réintégré en tant qu'officier de l'armée. L'affaire a provoqué une rupture en France entre ceux qui soutenaient Dreyfus et les antisémites, les conservateurs et les monarchistes qui n'ont jamais été convaincus de son innocence.

L'Affaire, comme on l'appelle en France, a engendré de nombreuses manifestations antisémites et la montée d'entités organisées qui dénigraient les juifs. En France, le traitement de Dreyfus a été dénoncé par des intellectuels, notamment dans le roman « J'accuse » du romancier Émile Zola, un essai adressé au président français qui accusait son gouvernement de faire preuve d'antisémitisme en poursuivant Dreyfus illégalement.

Également à la fin des années 1800, la montée du général Georges Boulanger, connu pour ses attitudes nationalistes, militaristes et irrédentistes farouches envers l'Allemagne, a nourri l'émergence précoce d'un mouvement de droite radicale en France. Boulanger a rassemblé une base de soutien constituée d'un amalgame de bonapartistes, de radicaux urbains et d'antisémites dans les zones rurales ; il a utilisé un langage radicalement populiste pour réprimander les partis républicains traditionnels au parlement et a presque provoqué un coup

d'État contre la Troisième République française. Bien que Boulanger ait été finalement déshonoré, les éléments qu'il a rassemblés sont restés actifs à l'extrême droite pendant des décennies ; en outre, sa stratégie politique, qui utilisait une rhétorique populiste et d'exclusion aux débuts de la politique de masse, a constitué un élément commun au sein de l'extrême droite française pendant plus d'un siècle.

L'affaire Dreyfus a également conduit à des mouvements influençant encore la pensée de la droite radicale en France. Par exemple, Charles Maurras (1868-1952) a fondé le mouvement « intégraliste » ; il a défini les ennemis de la France d'une manière qui fait encore écho aujourd'hui, bien qu'à présent, la droite radicale cible également les musulmans et d'autres personnes. Il a créé le terme « Anti-France » pour stigmatiser les « étrangers internes » ou ce qu'il a appelé les « quatre États confédérés des protestants, des juifs, des francs-maçons et des étrangers ». Il a rejoint le mouvement monarchiste Action Française (AF) en 1898 et a dirigé un renouveau monarchiste et catholique. La plupart des catholiques français de l'époque étaient des monarchistes opposés à la vision républicaine et aliénés par celle-ci ; selon cette vision, remontant à la Révolution française, la laïcité de l'État était nécessaire pour éviter les guerres de religion. Les prêtres catholiques étaient considérés comme une force réactionnaire majeure par les républicains, parmi lesquels l'anticléricalisme est devenu courant. En 1905, une loi séparant l'Église et l'État en France a été adoptée ; d'autres lois ont également été adoptées afin d'éradiquer l'influence religieuse dans l'éducation publique.

En plus de l'Action Française, plusieurs « ligues » d'extrême droite ont été créées. Ces ligues, principalement antisémites, prônaient d'autres idées d'extrême droite, notamment l'antirépublicanisme, le militarisme et le nationalisme ; elles se livraient souvent à la violence de rue. En 1882, le poète nationaliste Paul Déroulède a créé la Ligue des patriotes. En 1889, la Ligue antisémite et antimaçonnique de France a été fondée.

L'Action Française était emblématique de l'extrême droite procatholique et antidémocratique de la France ; elle existe encore aujourd'hui. En 1908, l'AF a engendré une organisation de jeunes, les Camelots du Roi ; l'aile jeunesse était encore influente dans les années 1930, lorsqu'elle s'est livrée à la violence de rue. Les Camelots du Roi comprenaient des personnalités telles que le duc d'Orléans (1869-1926), l'héritier orléaniste du trône de France.

Pendant l'entre-deux-guerres, d'autres ligues d'extrême droite ont été formées, telles que les Jeunesses Patriotes établies en 1924. En 1925, Georges Valois a créé Le Faisceau, fortement inspiré par le mouvement fasciste de Benito Mussolini en Italie. En 1933, lorsqu'Adolf Hitler a accédé au pouvoir, le mouvement Solidarité française a été fondé et Marcel Bucard a formé le Francisme, subventionné par Mussolini. Il existait beaucoup d'autres groupes de ce type ; ils étaient inspirés par Mussolini, qui était beaucoup plus populaire que Hitler dans les cercles français d'extrême droite en raison de la répression menée par ce dernier contre les conservateurs et les catholiques allemands dissidents au début des années 1930.

Juillet 1940 à août 1944 marque la période de collaboration avec le régime nazi de la France de Vichy, dirigée par le maréchal Philippe Pétain. Au cours de cette période, de nombreuses

parties de la France ont été occupées par les nazis et la France était administrée par le régime collaborationniste établi à Vichy ; Pétain y a dirigé un gouvernement autoritaire qui a placé les catholiques conservateurs à des postes éminents, contrôlé étroitement les médias et promu l'antisémitisme en tant que politique officielle de l'État. L'héritage du gouvernement Pétain et la question de savoir s'il était vraiment « français », étant donné l'occupation du pays et l'importance du mouvement de résistance contre les nazis, constituent un sujet sensible pour l'extrême droite en France jusqu'à ce jour.

Après la guerre, divers mouvements d'extrême droite ont continué à émerger. L'Organisation Armée Secrète (OAS) a été créée à Madrid par des responsables militaires français opposés à l'indépendance de l'Algérie. Groupe terroriste, l'OAS prônait le monarchisme et le colonialisme. Le secrétaire personnel de Maurras a créé l'organisation catholique fondamentaliste « Cité Catholique », qui comprenait des membres de l'OAS ; il a également fondé une branche en Argentine dans les années 1960. Des groupes néonazis, dont la FANE (Fédération d'action nationaliste et européenne), qui possédaient de nombreux contacts européens, se sont également établis dans les années 1960.

À l'époque moderne, le parti politique d'extrême droite le plus influent, le Front national (FN), a été fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972. En une décennie, le FN a commencé à gagner des sièges. Au cours des années 1980, le FN a réussi à consolider la plupart des groupes et des mouvements d'extrême droite rivaux et a vu sa force augmenter dans les urnes. Alain de Benoist, devenu théoricien en chef du mouvement Nouvelle Droite, était également influent dans les années 1980. En 1968, il a créé le groupe de réflexion GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) ; les points de vue de ce groupe [sont toujours](#) diffusés dans des magazines et des publications ainsi que par le biais d'[imitations](#) dans d'autres pays. Le GRECE [a défendu](#) sa position ethnonationaliste en avançant l'idée que l'Europe devait rester blanche et que les immigrés, en particulier d'Afrique et du Moyen-Orient, étaient incapables de s'assimiler et devaient donc rester dans leur pays d'origine. Benoist [a contribué](#) occasionnellement à la revue américaine *Mankind Quarterly*, une [publication](#) scientifique sur les races associée à la fondation américaine Pioneer Fund ; cette fondation, aujourd'hui disparue, [accordait](#) des subventions aux scientifiques des races du monde entier. Le GRECE et le Pioneer Fund ont tous deux [soutenu](#) que certaines races étaient inférieures sur le plan intellectuel.

Le FN a enregistré des gains considérables aux urnes dans les années 2000 ; son message se concentrait davantage sur des positions anti-immigrés et attaquait particulièrement la communauté musulmane en affirmant qu'elle n'appartenait pas à la France. En 2022, Marine Le Pen, fille de Jean-Marie et dirigeante depuis 2011 du parti renommé Rassemblement national (RN), est arrivée deuxième au premier tour du scrutin présidentiel en remportant 23 % des voix, le meilleur résultat jamais obtenu par le RN. Le Pen est ensuite arrivée à nouveau deuxième au second tour en remportant près de 42 % des voix – à nouveau, le meilleur résultat jamais obtenu par le RN ou par un candidat d'extrême droite. Cette année-là, le vote d'extrême droite était de 32 %, le chiffre le plus élevé jamais enregistré lors d'une élection française ; cela

provient en partie du fait qu'un autre candidat d'extrême droite, Éric Zemmour, farouchement antimusulman et [défendant](#) la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs, a obtenu 7 % des voix au premier tour du scrutin présidentiel. À ce jour, en 2023, il n'est pas exclu qu'un candidat d'extrême droite remporte la présidence dans un avenir proche.

Au cours des dernières décennies, la haine antimusulmane est devenue le principal moteur des organisations et des activités d'extrême droite. La France comporte toujours des groupes suprémacistes blancs et néonazis antisémites ; cependant, beaucoup ont ajouté à leurs opinions antisémites la thèse selon laquelle les immigrés, en particulier les musulmans, détruisaient la société et la culture françaises, ou ont modifié leur positionnement idéologique pour souligner cette thèse.

Deux des livres les plus influents suscitant l'inspiration des suprémacistes blancs du monde entier, et dont l'objectif est de dénigrer les immigrés en soutenant qu'ils constituent une menace à l'égard des pays « traditionnellement » blancs, ont été rédigés par des Français. *Le Camp des Saints* de Jean Raspail, publié en 1973, [dépeint](#) une France dystopique envahie, pillée et agressée sexuellement par des immigrés sud-asiatiques. Le livre a été [réédité](#) aux États-Unis par John Tanton, le fondateur maintenant décédé de plusieurs groupes haineux anti-immigrés, notamment la Fédération pour la réforme de l'immigration et le Centre d'études sur l'immigration ; malheureusement, ces groupes ont tous deux eu une [influence politique](#) considérable au niveau de la politique d'immigration américaine. Ce livre est très populaire dans les cercles néonazis et suprémacistes blancs. L'ancien conseiller de Trump, Steve Bannon, a [déclaré](#) que c'était l'un de ses livres favoris.

L'autre livre influençant largement les suprémacistes blancs du monde entier est le livre de Renaud Camus de 2011 intitulé *Le Grand Remplacement*. Ce livre contient des idées telles que le « génocide blanc » et des termes similaires, populaires depuis longtemps dans les cercles néonazis et suprémacistes blancs ; il avance l'argument selon lequel un grand remplacement est orchestré pour remplacer les Blancs dans leur pays d'origine par des personnes de couleur, généralement des immigrés ou des réfugiés et presque toujours des musulmans dans le contexte européen. D'autres livres similaires soutiennent que l'Europe devient l'« Eurabie » ; ils affirment en effet qu'elle est envahie par des immigrés musulmans. Cette idée [a engendré](#) le développement du mouvement identitaire nationaliste blanc, dirigé par « Les Identitaires » et « Génération Identitaire », d'abord en France et en Allemagne, puis à travers l'Europe et transnationalement, y compris aux États-Unis. La théorie du complot du grand remplacement a [inspiré](#) de nombreuses attaques terroristes récentes, notamment celles survenues à Christchurch en Nouvelle-Zélande, à Pittsburgh en Pennsylvanie, à Hanau en Allemagne, à El Paso au Texas et, en mai 2022, à Buffalo dans l'État de New York. Il s'agit de l'idée la plus meurtrière des suprémacistes blancs aujourd'hui, en particulier dans sa forme antisémitique où les juifs sont accusés d'avoir orchestré ce remplacement.

Ces dernières années, la théorie selon laquelle les immigrés musulmans créent une « Eurabie » dystopique en France et en Europe s’est généralisée à l’extrême droite. Dans cette veine, des candidats aux élections et les groupes haineux, allant des néonazis aux partis politiques d’extrême droite en passant par des racistes en costume, ont adopté la théorie du complot du grand remplacement comme un fait établi ; ils ciblent les immigrés et les réfugiés non blancs en les accusant de détruire la France ainsi que la culture et la société françaises. Ces groupes d’extrême droite ont également été impliqués dans des actes criminels considérables, notamment des actes de violence contre des immigrés et des personnes de couleur, ainsi que des [complots](#) visant à assassiner des élus, dont le président Emmanuel Macron.

Ces dernières années, la France a beaucoup protégé les droits des personnes LGBTQ+ : elle a légalisé le mariage entre personnes de même sexe et l’adoption homoparentale en 2013. Mais tout comme aux États-Unis et dans d’autres pays ayant étendu l’égalité des personnes LGBTQ+, ces progrès en matière de droits de l’homme ont suscité des réactions négatives. En 2013, l’organisation française « La Manif pour tous », parodiant le slogan le « mariage pour tous », a commencé à lutter [activement](#) contre les politiques en faveur de l’extension des droits des couples de même sexe. Elle a organisé des manifestations importantes dans lesquelles des organisations américaines affiliées, en particulier le Centre européen pour le droit et la justice, ont [participé](#). D’autres organisations d’extrême droite, notamment celles appartenant au mouvement identitaire, ont emboîté le pas et repris la banderole anti-LGBTQ+. Plus récemment, de nouvelles factions au sein de l’extrême droite française prétendant soutenir des questions démocratiques libérales, telles que le soutien à la liberté d’expression, les droits des personnes LGBTQ+, le féminisme et la laïcité, ont cherché à adopter ces questions uniquement dans le but de diaboliser les musulmans ; en effet, elles estiment que leur foi est incompatible avec les valeurs républicaines.

La suite du présent rapport n’englobe certainement pas tous les groupes extrémistes opérant en France, en particulier ceux qui sont entrés dans la clandestinité après avoir été interdits par le gouvernement. Par exemple, le groupe suprémaciste blanc, Génération Identitaire (GI), qui comportait au moins 67 [comptes](#) Twitter de branche dans 14 pays et près de 140 000 abonnés en 2020, a été [interdit](#) par le gouvernement français en mars 2021. En conséquence, ce groupe en lui-même est maintenant difficile à suivre ; cependant, il possède un site Web et il est clair que ses membres sont toujours actifs, que ce soit au sein de GI ou dans d’autres groupes suprémacistes blancs. Récemment, le gouvernement français a également interdit des groupes néonazis entrés dans la clandestinité, tels que le petit groupe identitaire [Alvarium](#).

Cette liste ne comprend pas non plus les médias d’extrême droite tels que TV Libertés ; cette chaîne, créée par un ancien membre du GRECE et du groupe « Les Identitaires », est soutenue par des partisans éminents de la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les nationalistes blancs, tels que Renaud Camus et Jean Raspail. La liste n’inclut pas non plus d’autres institutions telles que « La Nouvelle Librairie », librairie et éditeur d’extrême droite, fondée dans le quartier latin de Paris où se trouvait le siège de l’organisation antisémite Action Française ; elle est également affiliée à la publication du GRECE intitulée *Éléments* et à l’Institut Iliade.

Un astérisque indique l'emplacement du siège d'un groupe.

Les groupes

Academia Christiana [Académie chrétienne]

Antimusulman, anti-LGBTQ+, nationaliste religieux

Paris



L'Academia Christiana (AC) est un mouvement de jeunesse, un groupe de réflexion et un centre éducatif catholique traditionaliste d'extrême droite ; elle a été fondée en 2013 au cours du mouvement anti-LGBTQ+ « La Manif pour tous » qui s'opposait à la légalisation du mariage entre personnes de même sexe. L'AC organise notamment des conférences et une université d'été annuelle pour les jeunes. L'AC est dirigée par Victor Aubert, professeur de philosophie à l'Institut de la Croix des Vents, une petite école privée de l'Orne non reconnue par l'État. Elle compte des adhérents d'autres mouvements catholiques d'extrême droite tels que Civitas parmi ses membres. L'AC promeut un nationalisme catholique d'extrême droite opposée au multiculturalisme et à la laïcité de la V^e République française ; en outre, elle est fortement anti-LGBTQ+ et antimusulmane. Par exemple, les publications de l'AC ont établi faussement un lien entre l'homosexualité et la pédophilie, une tactique de longue date visant à diffamer les hommes homosexuels ; elles ont également diffusé d'autres commentaires désobligeants tels que « un rapide survol rapide des couvertures des magazines LGBT suggère une attirance particulière pour les corps jeunes et imberbes ». L'opposition de l'AC à l'avortement n'est pas simplement une position pro-vie ; il s'agit plutôt d'une position raciste enracinée dans la théorie du complot du « grand remplacement » concernant le « meurtre » d'enfants français non immigrés : « Manifester pour la vie, c'est défendre son identité, c'est préférer la protection de l'embryon à l'invasion migratoire. » Dans des interviews menées avec France TV Info, des membres de l'AC ont déclaré que certains membres du groupe étaient antisémites, mais qu'ils n'en constituaient « pas la majorité » ; ils ont également ajouté que « le meilleur régime politique en France au 20^e siècle était Vichy, en dépit des lois antijuives et de la collaboration ». En outre, certains membres ont demandé que les autres s'entraînent à utiliser des armes à feu. Aubert nie les accusations d'extrémisme, bien que Julien Langella, fondateur des Jeunesses Identitaires d'Aix-en-Provence et de Génération Identitaire, figure parmi les membres éminents du groupe. L'AC a également des opinions discriminatoires concernant les femmes ; elle estime que le travail à l'extérieur de la maison est « nocif » et responsable de « la détérioration de la vie familiale ».

Action Française/Faction « Amitié et Action Française »

Antimusulman, anti-LGBTQ+, antisémite, nationaliste religieux
Languedoc, Provence, Montpellier, Dijon, Paris*



Action Française/Faction « Le Centre Royaliste d'Action Française »

Antimusulman, anti-LGBTQ+, antisémite, nationaliste religieux
Arras, Limoges, Mulhouse, Paris,* Pau, Rouen, Montpellier



L'Action Française, scindée en deux factions récemment, est un groupe français d'extrême droite ; sa lignée remonte à son précurseur antisémite du 19^e siècle, fondé en tant que journal et mouvement en 1899 et associé très étroitement à Charles Maurras. Les deux factions soutiennent l'extrémisme d'extrême droite de Maurras et d'autres personnes animées d'antisémitisme qui pensaient qu'Alfred Dreyfus, un officier de l'armée juif reconnu coupable de trahison, emprisonné, puis finalement innocenté, était un traître. Les deux factions sont nationalistes, antidémocratiques et monarchistes ; elles plaident pour la restauration de la famille royale d'Orléans sur le trône de France. Tout au long du début du 20^e siècle, l'Action Française était une organisation et une publication antisémite, antiprotestante et antimaçonnique virulente qui plaidait en faveur d'un « antisémitisme d'État ». Ce groupe a été interdit après la Seconde Guerre mondiale, car il avait collaboré avec le régime nazi de Vichy et s'était vivement opposé à la résistance française. L'organisation a été rétablie à la fin des années 1940 ; elle a utilisé plusieurs noms au cours des années et a finalement repris son nom d'origine récemment. L'AF moderne effectue principalement du militantisme de rue et plaide pour la restauration de la monarchie et des valeurs catholiques traditionnelles. Son slogan est « Tout ce qui est national est nôtre » ; elle se décrit comme une organisation nationaliste et royaliste. En accord avec ses croyances catholiques d'extrême droite, ce groupe est contre les droits des personnes LGBTQ+ et le droit à l'avortement. Mais il est également farouchement antimusulman et antisémite, et contre la démocratie. L'Action Française a été soutenue par plusieurs politiciens d'extrême droite, dont Robert Ménard, Marion Maréchal-Le Pen et le

récent candidat à la présidence, Éric Zemmour. Ce mouvement s'est scindé en deux factions en 2021 : la faction « Amitié et Action Française, défend les principes idéologiques de Maurras et a accueilli des personnes ouvertement antisémites, des négationnistes de l'Holocauste et des personnalités en faveur de Pétain dans ses conférences ; la faction « Le Centre Royaliste d'Action Française (CRAF) » n'est pas aussi ouvertement extrême, mais continue de faire des immigrés des boucs émissaires et de propager la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. En dépit de la scission, ces deux factions prétendent toujours être les héritiers de l'Action Française. En général, le CRAF est considéré comme plus influent. Il dispose d'une présence importante dans la rue, organise fréquemment des manifestations et affronte les antifascistes. Le dirigeant de la faction « Amitié et Action française », Elie Hatem, est un ami proche de la famille Le Pen ; il s'est présenté aux élections municipales de Paris en 2014 sous la bannière du Front national et aux élections législatives du Var en 2017 sous la bannière de Civitas, tout comme d'autres personnalités de l'extrême droite antisémite, telles qu'Alain Soral. De manière générale, l'Action Française dispose d'une présence importante dans la rue ; ses adhérents participent à des affrontements avec des contre-manifestants, et agissent souvent aux côtés d'autres groupes d'extrême droite tels que Némésis et La Cocarde étudiante. En mars 2021, des membres de l'Action Française ont fait irruption dans l'hémicycle du Conseil régional d'Occitanie lors d'une séance plénière en portant des pancartes dénonçant les « islamogauchistes » et les « traîtres à la France » ; ils se sont affrontés violemment avec des responsables de la sécurité, ce qui a entraîné l'inculpation de quatre membres du groupe. En décembre 2021, une manifestation de groupes de gauche à Aix-en-Provence a été interrompue après que des membres d'Action Française ont attaqué les participants à l'aide de matraques ; en novembre 2021, l'Action Française a attaqué des militantes féministes et pro-LGBTQ+ lors d'une grande manifestation organisée par le collectif « Nous Toutes » à Paris. En avril 2022, à la suite des élections, des adhérents de l'Action Française ont agressé plusieurs manifestants à l'université Sciences Po à Paris, après que des manifestants de gauche ont bloqué l'entrée de l'université tout en protestant contre les résultats du premier tour de l'élection présidentielle.

Active Club France

Néonazi, suprémaciste blanc

<http://t.me/ActiveClubFrance>

Bordeaux, Briançon, Franche-Comté, Grenoble, Nîmes, Normandie, Occitanie, Paris, Rouen, Saône-et-Loire, Valence



L'Active Club France est un réseau de néonazis à travers la France ; il se peut qu'il soit lié aux Active Clubs américains qui ont commencé à [apparaître](#) en 2021 et qui auraient été [lancés](#) par Robert Rundo, l'un des dirigeants de l'organisation néonazie tristement célèbre « Rise Above Movement », connue pour encourager ses camarades extrémistes à effectuer une formation en arts martiaux. Il existe des Active Clubs dans plusieurs pays ; ils sont décrits sur la chaîne française Telegram. Ces clubs ont pour objectif de propager la suprématie blanche, en particulier en affichant des autocollants, mais se consacrent davantage à la condition physique, à la boxe et aux compétitions d'AMM. Les branches de l'Active Club France publient leurs documents par le biais d'une chaîne Telegram présentant de nombreuses vidéos de membres s'entraînant ou pratiquant diverses activités physiques. Elles partagent des documents du réseau Ouest Casual de groupes néonazis ainsi que d'autres groupes néonazis situés à l'étranger. Ce réseau est bien connu à l'étranger grâce à la chaîne Telegram des « Proud Boys » américains, Western Chauvinist, annonçant leurs emplacements et leurs activités. En décembre 2022, des membres du Front nationaliste blanc américain se sont rendus en France et ont rencontré des membres de l'Active Club.

Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne

Antimusulman

Paris



L'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne (AGRIF) est une organisation d'extrême droite ; elle affirme qu'elle lutte contre le « racisme » en menant des actions en justice qui, selon elle, protègent les personnes d'identité française et chrétienne contre la diffamation d'autres personnes. L'objectif principal du travail de l'organisation est de défendre des personnalités d'extrême droite devant les tribunaux, d'intenter une action en justice contre des accusés musulmans et de porter plainte contre les personnes « insultant », selon elle, l'identité française et chrétienne. Cette organisation a été étroitement liée au Front national (FN) pendant des années, mais elle s'en est éloignée lors de l'ascension de Marine Le Pen ; elle a choisi plus récemment de soutenir Éric Zemmour, ouvertement antimusulman, lors de la campagne présidentielle de 2022. L'AGRIF est présidée par Bernard Antony, fondamentaliste catholique et ancien député européen. Parmi ses principaux associés figurent Wallerand de Saint-Just, un [avocat](#) ayant défendu Jean-Marie Le Pen, Bruno Gollnisch, eurodéputé d'extrême droite et ancien député du Front national, et l'actrice Brigitte Bardot, [condamnée à une amende](#) pour avoir fait des commentaires racistes. Bien que l'AGRIF affirme défendre les gens contre le racisme de toutes sortes, la première [citation](#) de sa page principale est : « Lutter contre le soi-disant antiracisme n'est rien d'autre

que du racisme dans le sens opposé. » L'AGRIF cible principalement les militants de gauche et les musulmans, qu'elle considère comme nuisibles à la société française. Anthony a écrit que « Le burkini est tout simplement répugnant ! », que les Français subissaient un « génocide » au nom de l'antiracisme et que l'AGRIF « défend simplement les traditions de l'identité française ». L'AGRIF est une organisation antimusulmane, contre les minarets et les appels islamiques à la prière (qui « sonnent comme un cri de guerre ») ; en outre, elle croit en la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs.

Alsace d'abord/Jeune Alsace

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman

Strasbourg



L'« Alsace d'abord » est un parti régionaliste français prônant l'autonomie alsacienne. Fondé en 1989 par l'ancien député du Front national Robert Spieler et Jacques Cordonnier, il fait partie du mouvement identitaire plus large, mais souligne l'identité alsacienne. Son aile jeunesse est la « Jeune Alsace ». Ce parti cherche à décentraliser la prise de décision afin de réduire les pouvoirs de Bruxelles et de Paris sur la région. Outre les questions régionales, ce parti est antimusulman ; il concentre son attention en grande partie sur les musulmans et les pratiques culturelles musulmanes en Alsace. Le président d'« Alsace d'abord », Robert Spieler, considère que l'islam est une « religion totalitaire » qui ne devrait pas être reconnue officiellement. Le programme du parti déclare : « L'islam n'est pas et ne sera jamais une religion européenne ; en tant que telle, nous refusons, tout comme la grande majorité des Alsaciens, que le statut [officiel] soit étendu à l'islam. Nous n'acceptons pas que les usages, les coutumes et les contraintes de l'islam soit introduits dans la sphère publique. » L'Alsace d'abord est contre la nourriture halal ; en 2010, Jacques Cordonnier et l'Alsace d'abord ont déposé une plainte pour « discrimination » contre la chaîne de restauration rapide Quick pour avoir introduit un menu « tout halal ». La construction d'une « grande mosquée » à Strasbourg a suscité des réactions négatives importantes dans les comptes de médias sociaux du parti et dans les pétitions contre la mosquée. En réponse au projet de la mosquée, Cordonnier a lancé le mouvement « Non aux minarets ». Ce parti a soutenu la proposition antiminaret présentée par le Parti populaire suisse d'extrême droite en 2009. Au cours des débats sur la question de savoir si la Turquie devrait devenir un État membre de l'UE, l'Alsace d'abord a fortement fait campagne contre. Selon ce

parti, permettre à la Turquie, dotée d'une « vocation pour l'émigration », de devenir un État membre signifie « l'arrivée de 75 millions de musulmans dans un ensemble européen de 400 millions d'habitants ». L'Alsace d'Abord considère que « l'immigration non européenne » constitue un problème particulier ; ce parti a soutenu Éric Zemmour lors de la dernière élection présidentielle, ce qui était prévisible. Un rapport de 2019 a allégué que certains membres de « Jeune Alsace » appartenaient également au groupe de rue néonazi « Groupe union défense » (GUD).

Animus Fortis [un esprit fort]

Anti-immigrés, conspiration

Bourges



Animus Fortis est un petit groupe de militants locaux opposés farouchement à l'immigration, qui, selon eux, nuit au peuple français ; au capitalisme, qu'ils considèrent comme responsable de l'immigration ; et aux mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID. Son slogan est « Face à l'immigration, rejoignez votre peuple ». Ce groupe voyage à travers le pays en posant des autocollants, en distribuant des brochures et en organisant des manifestations contre l'immigration. Il organise des événements célébrant la culture française et européenne traditionnelle et considère que l'immigration est responsable de sa disparition. Les récents messages Telegram publiés par le groupe incluent des revendications nativistes, telles que « Les Afghans dehors » et des diatribes concernant les « banquiers Rothchild », une référence antisémite commune. Les comptes de médias sociaux du groupe sont liés à d'autres groupes d'extrême droite similaires, tels que Tenesoun et Alvarium.

Auctorum [Auteurs]

Nationaliste blanc, anti-immigrés

Versailles



Auctorum est un groupe identitaire local dont la devise est « Identité, communauté et justice sociale » ; ce dernier élément n'est probablement destiné qu'aux personnes que ce groupe considère appartenir à la population française indigène, qu'ils dépeignent souvent comme des personnes aidant les autres dans les rues de Versailles. Ce groupe [fustige](#) contre « l'immigration débridée », « l'acculturation générale » et « l'abandon de nos traditions ». En novembre, il [a retweeté](#) un message de l'Institut Iliade qui disait : « Il est urgent que les Européens réapprennent à défendre leur identité particulière et leur propre espace. Les cultures n'ont pas toutes été créées égales. Nos patries ne sont pas des villes ouvertes. » Ce groupe travaille en étroite collaboration avec des groupes identitaires à travers le pays, en particulier lors d'événements sportifs, et publie de nombreuses photos d'activités sportives de ses membres sur ses comptes de médias sociaux. Il a également participé à des événements à l'étranger, notamment une manifestation à Rome en janvier 2023 appelée Acca Larenzia ; celle-ci était organisée à la mémoire des « militants nationalistes » qui, selon ce groupe, ont été tués par des communistes et par l'État italien en 1978. En décembre 2022, il a organisé un cercle de lecture consacré au belge Léon Degrelle, collaborateur du régime nazi. En octobre 2022, il a [accueilli](#) une conférence tenue par le militant du Front national Bruno Gollnisch. Les membres de ce groupe [ont décrit](#) l'importance de leurs « séances d'entraînement hebdomadaires » sur Twitter comme suit : « un militant politique radical de droite doit être fort » [afin de pouvoir] « se battre contre ses adversaires. »

Audace Lyon

Nationaliste blanc, antimusulman, anti-immigrés
Lyon



Audace est un petit groupe identitaire lyonnais sans présence en ligne discernable ; il a été [formé](#) après la dissolution de « Bastion social », une organisation fasciste [inspirée](#) de la CasaPound italienne, qui a conduit à sa fragmentation en un ensemble de groupes locaux. Ses activités [sont centrées](#) sur l'affirmation de l'identité lyonnaise, ainsi que sur des préoccupations plus vastes concernant les immigrés français. Contrairement au réseau plus violent Ouest Casual, ces nouveaux groupes n'ont pas pour objectif de participer à des combats de rue ; cependant, ils sont parfois liés à la violence. Tristan Conchon, trésorier et ancien dirigeant de Bastion social, a été l'un des principaux militants lors de la création d'Audace Lyon. En 2022, malgré son casier judiciaire précédemment vierge, Conchon a été [condamné](#) à six mois de prison, ainsi qu'à cinq ans d'interdiction de port d'armes, après s'être affronté violemment avec des antifascistes.

Civitas [Communauté]

Anti-LGBTQ+, nationaliste religieux, conspiration
Étroussat



Fondée en 1999, Civitas, dont la branche jeunesse est Jeunesse Civitas, était initialement la branche de lobbying de l'Institut Civitas ; elle avait pour but de « rechristianiser la France » et s'est décrite comme un « groupe de lobbying catholique traditionaliste ». Elle était associée auparavant à la Société d'extrême droite de Saint-Pie X ; jusqu'en 2019, cette organisation était en schisme avec l'Église catholique en raison de ses enseignements extrémistes, mais depuis 2017, elle est affiliée aux Frères capucins de Morgon. Au niveau idéologique, Civitas rallie les catholiques traditionnels défendant des valeurs politiques antilaïques ; elle a fortement influencé l'extrême droite française. Ce groupe est devenu plus important après la nomination de son président actuel, Alain Escada, un militant belge d'extrême droite possédant des antécédents de catholicisme traditionaliste et de nationalisme belge et ancien membre du Nouveau Front belge dont il a été expulsé en 1997. En 2012, il a remplacé François de Penfentenyo à la présidence de Civitas. La même année, en juin, Civitas a publié un tract anti-LGBTQ+ portant le slogan « Confieriez des enfants à ces gens-là ? (« Confieriez-vous vos enfants à ces hommes ? ») qui comprenait une photo d'un défilé de la Gay Pride figurant deux hommes nus. En novembre 2012, elle a organisé une manifestation contre la légalisation du mariage entre personnes de même sexe et de l'« homofolie » (folie gay). En 2014, Civitas a soutenu Farida Belghoul, qui avait lancé les « journées de retrait de l'école » afin de protester contre le soi-disant enseignement de ce qu'elle appelait la « théorie du genre » dans les écoles publiques. Civitas a été critiquée en raison d'une série de photos figurant sur son site Web et montrant un professeur d'éducation sexuelle dans des positions sexuelles compromettantes ; le texte affirmait faussement que ces photos avaient été prises en France, alors qu'en réalité, elles avaient été prises au Canada. Civitas plaide en faveur de « l'annulation des mariages entre personnes de même sexe », de l'interdiction de l'avortement, qu'elle considère comme un « crime contre l'humanité », et en faveur de l'interdiction de la procréation assistée et de la maternité de substitution. Au niveau des écoles, elle propose de supprimer tout enseignement « pervertissant la moralité des enfants » et contenant « des principes totalement contraires aux lois naturelles (idéologie du genre, lutte contre « l'homophobie », lois mémorielles sélectives, etc.) ». Elle est également contre les francs-maçons et croit aux théories du complot de la grande réinitialisation et du nouvel ordre mondial. En 2016, Civitas a annoncé son changement de statut ; elle est devenue un parti politique français officiel militant contre la laïcité, l'avortement et le mariage entre personnes de même sexe. En 2017, une alliance électorale a été formée entre les Comités Jeanne, Civitas et le Parti de la France. Civitas possède des branches en Suisse et en Belgique ; une carte créée par un utilisateur montre des branches à travers la France, mais il n'est pas certain que la carte soit exacte.

La Cocarde étudiante

Nationaliste blanc, anti-immigrés, anti-LGBTQ+

Aix-en-Provence, Besançon, Bordeaux, Clermont, Île-de-France, Lille, Lorraine, Lyon, Paris,*
Poitiers, Orléans, Reims, Rennes, Savoie, Toulouse



La Cocarde étudiante se présente comme une organisation étudiante antigauche et nationaliste ; elle a été formée en 2015 à la suite d'une scission avec un autre syndicat étudiant de droite et vise à unir les étudiants d'extrême droite dans les universités de France. Elle propose de limiter l'immigration, de résister aux influences culturelles américaines et de retourner à la famille et à l'héritage traditionnels. La Cocarde étudiante organise des conférences et des cours, prend position dans les conseils d'étudiants, distribue des tracts et de la propagande, le tout dans le but d'organiser une sorte de mouvement intellectuel de contre-gauche raffiné et éduqué. Dans le même temps, elle a participé à des combats de rue avec d'autres groupes d'extrême droite contre des gauchistes et des antifascistes. L'organisation s'est fait un nom en s'opposant violemment au blocus de l'Université de Nanterre organisé par la gauche. En avril 2022, ils se sont rassemblés dans des manifestations violentes avec des membres de la Génération Zemmour afin de démanteler une barricade à l'université de Sciences Po à Paris construite par des manifestants en colère en raison de la liste des candidats du deuxième tour de l'élection présidentielle de 2022. Certaines preuves montrent que des groupes de rue néonazis, tels que le Vandal Besak à Besançon, le Bordeaux Nationaliste à Bordeaux et le Bourgogne Nationaliste à Dijon, se sont alliés à des branches de la Cocarde étudiante lorsqu'ils ont participé à des manifestations de rue. Deux membres de la Cocarde étudiante risquent jusqu'à dix ans de prison pour avoir causé « de graves dommages, lors d'une réunion, au détriment d'un bien d'utilité publique, et dans un but raciste » après avoir endommagé la statue de Victor Hugo à Besançon, car ils considéraient que son visage était « trop foncé ». Au niveau idéologique, la Cocarde étudiante est farouchement anti-immigrés et défend les théories du complot des suprémacistes blancs, telles que le grand remplacement. Elle a soutenu le groupe Génération Identitaire, désormais interdit, et s'est opposée publiquement à sa dissolution. Sur son site Web, elle fait référence au « péril de la migration en provenance du Sud », à une « religion conquérante » et à la « colonisation de notre continent par l'Amérique ». Son président actuel est Vianney Vonderscher ; elle a été dirigée dans le passé par Limongi Quentin et Maxime Duvauchelle.

Collectif Némésis

Antimusulman, anti-immigrés

Aix-en-Provence, Paris*



Fondé en 2019, le Collectif Némésis est un collectif « féministe » d'extrême droite prétend que l'augmentation de l'immigration en provenance des pays musulmans nuit aux droits des femmes, et en particulier à leur sécurité. Il soutient que l'immigration constitue la véritable menace pour l'égalité des sexes et les droits individuels. La devise de ce groupe est « Nous sommes un collectif féministe, identitaire et non conformiste ». Il se nomme Génération Cologne, en référence à des dizaines d'agressions sexuelles commises par des immigrés à Cologne, en Allemagne, le soir du Nouvel An 2015 ; les suprémacistes blancs ont utilisé ces événements pour justifier leur dénigrement des immigrés et des réfugiés. Le collectif soutient que les mouvements féministes traditionnels et de gauche sont complices de la création d'un environnement dans lequel les femmes sont vulnérables au niveau de la sécurité physique et des droits. Némésis est connu pour avoir participé à des manifestations féministes et tenté de subvertir leur cause en réorientant les événements afin d'attaquer les immigrés et les musulmans. Le manifeste de Némésis indique clairement que ce collectif représente les « femmes occidentales » et que ses objectifs sont de « dénoncer l'impact dangereux de l'immigration massive sur les femmes occidentales afin que ce sujet devienne un débat public » et de « promouvoir la civilisation européenne, non pas comme une civilisation ayant réduit les femmes au rôle d'objets, mais comme le berceau de leur développement ». Selon lui, les musulmans considèrent « les femmes françaises ... comme un ennemi, à qui tout peut être infligé. Cela se traduit par une haine ouverte envers les femmes au quotidien... Et ils n'hésitent pas à nous dire ce qu'ils pensent, ce qui va parfois jusqu'à des insultes, des crachats, des viols. Des faits que nous rapportons tous les jours sur nos réseaux sociaux. » Le site de Némésis contient des statistiques sur la criminalité choisies de manière sélective, afin de montrer que les musulmans sont dangereux. Les immigrés européens, c'est-à-dire blancs, bénéficient d'un soutien préférentiel de la part de Némésis. Leurs membres éprouvent de la sympathie pour les réfugiés ukrainiens, par exemple, car ces derniers partagent une culture européenne commune, et non parce que ce sont des personnes déplacées méritant de jouir des droits de l'homme : « Nous nous sentons particulièrement unis avec les victimes de cette guerre ; en effet ces femmes, ces personnes âgées et ces enfants sont européens et ont une culture similaire à la nôtre. Les hommes ukrainiens sont au front pour défendre leur terre ; nous serons là pour soutenir leurs familles. » Némésis a participé à des manifestations antimusulmanes, notamment une manifestation contre Valérie Pécresse et sa présence dans une école musulmane, une manifestation contre les Afghans lors d'un rassemblement de « Nous Toutes » et une manifestation contre « l'immigration de masse » lors de la Journée internationale de la femme.

Comités Jeanne [Comités Jeanne d’Arc]

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman, anti-Roms
Nanterre



Le parti politique « Comités Jeanne » (CJ) a été fondé en 2016 par Jean-Marie Le Pen après qu’il a été expulsé du Front national (FN) (aujourd’hui Rassemblement national) par sa fille Marine Le Pen. Son but était d’utiliser le CJ pour influencer le FN de l’extérieur. Le nom du parti fait référence à la sainte patronne de France et la guerrière Jeanne d’Arc, figure historique héroïque, en particulier de l’extrême droite. Ce parti a soutenu la candidature de Marine Le Pen aux élections présidentielles ; cependant, aux élections législatives, il a formé des alliances électorales avec d’autres petits partis situés à la droite du FN au niveau idéologique, notamment le Parti de la France, Civitas, la Ligue du Sud et le SIEL. Le parti « Comités Jeanne » constitue presque exclusivement un véhicule personnel conçu pour servir les ambitions politiques de Jean-Marie Le Pen, qui a tenté en vain de se réconcilier avec le RN ; cependant, il comprend également de nombreux autres candidats exclus du RN. Le Pen, possédant de vastes antécédents criminels pour ses nombreuses déclarations publiques controversées, en est le président. Il a été condamné à une amende pour incitation à la haine, à la discrimination et à la violence raciale pour avoir énoncé dans l’émission *L’heure de vérité* le « danger mortel » de « l’explosion démographique du tiers monde et en particulier du monde islamo-arabe qui pénètre actuellement notre pays et le colonise progressivement ». En mars 1991, il a été reconnu coupable d’avoir minimisé un crime contre l’humanité en ayant qualifié les chambres à gaz de l’Holocauste de « détail de l’histoire ». Il a été reconnu coupable du même crime après avoir continué à maintenir ce point de vue sur l’Holocauste en 1999. En 2005, une cour d’appel a confirmé le verdict de culpabilité pour incitation à la haine raciale contre Le Pen pour avoir dit : « Le jour où nous aurons en France, pas seulement 5 millions mais 25 millions de musulmans, ce seront eux qui nous commanderont. » Il a également défendu les actions allemandes pendant l’occupation nazie de la France. En 2017, Le Pen a été reconnu coupable d’incitation à la haine et de discrimination en raison de ses déclarations contre la population rom à Nice. Le Pen demeure un sympathisant du régime de collaboration avec l’Allemagne nazie dirigé par Pétain. Comme beaucoup de Français d’extrême droite aujourd’hui, Jean-Marie Le Pen croit en la conspiration du grand remplacement. Le CJ a pour objet de perpétuer ces points de vue.

Debout La France

Anti-immigrés, conspiration

Yerres



« Debout La France » (DLF) est un parti politique fondé en 1999 et dirigé par Nicolas Dupont-Aignan. À l'origine, il s'agissait d'une faction au sein du Rassemblement pour la République, parti de centre-droit ; elle est ensuite devenue un parti totalement indépendant en 2007. Ce parti est « souverainiste » au niveau idéologique et promeut des politiques nationalistes, protectionnistes et anti-immigrés. En outre, il a parfois promu des idées populistes, conspirationnistes et antigouvernementales. Ces dernières années, le DLF s'est orienté encore plus vers la droite et a formé des alliances électorales avec des groupes d'extrême droite, notamment le Front national, la Ligue du Sud et les Patriotes. Dupont-Aignan parle souvent de l'affrontement entre les « mondialistes » et les « nationalistes » et fait allusion à des éléments d'élite secrets complotant contre les Français. Il est connu pour avoir créé d'autres théories du complot ; par exemple, selon lui, l'incendie de la cathédrale Notre-Dame en 2019 n'était pas un accident, mais un acte délibéré. Il a été le seul élu à faire de telles affirmations dans un documentaire pour RT, la chaîne de propagande russe, dans lequel il a déclaré : « Tout a été fait pour que cela ressemble à un accident... Et, comme tous les Français, j'ai trouvé cet empressement et cette thèse invraisemblables. » Dupont-Aignan a également affirmé que les Américains étaient responsables de la destruction du gazoduc Nord Stream et a partagé des documents de conspiration prétendant que le gouvernement avait l'intention de restituer l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne ; en outre, il a affirmé faussement que la Cour européenne des droits de l'homme acceptait l'« [application de la charia] en Europe sous certaines conditions ». Dupont-Aignan a été l'un des principaux opposants aux mesures mises en place pendant la pandémie pour contrer la propagation du coronavirus ; en outre, il a défendu des faux traitements contre la COVID tels que l'hydroxychloroquine et l'ivermectine. Il qualifie l'État de « dictature sanitaire » et de « dictature vaccinale » ; il fait également de la « résistance » à cette « dictature » une plateforme essentielle du parti. Dupont-Aignan répand des mensonges selon lesquels les élections présidentielles de 2022 ont été « truquées » et que Macron a volé l'élection. Il a également défendu la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. Bien qu'il ait dénoncé publiquement l'étiquette de « grand remplacement », une grande partie de sa rhétorique concernant l'immigration ces dernières années reprend le même contenu : « En 2016, les socialistes ont compensé la chute des naissances par une invasion migratoire. Le changement de population, c'est maintenant. » En 2017, il a mis en garde les gens contre la migration en provenance d'Afrique : « Je ne suis pas pour l'immigration zéro, mais pour l'examen de ce remplacement rampant ». D'autres membres de ce parti s'essaient également à des théories du complot. En août 2022, le secrétaire général Frédéric Guyard a participé à une manifestation contre l'utilisation de montres dans un programme sportif scolaire en affirmant que cela pourrait conduire à la mise en place d'un « crédit social à la chinoise ». Le parti est soutenu par l'éminent théoricien du

complot et fondateur du Réseau Voltaire Alain Benajam et par les antivaccins Fabrice Di Vizio et Serge Radar.

À Droite!

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman
Nice

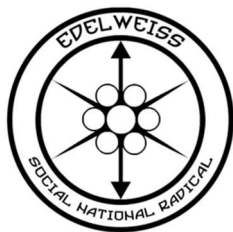


À Droite ! est une faction d'extrême droite du parti Les Républicains. Ce groupe s'aligne sur le libéralisme économique du parti, mais en diffère par le fait qu'il soutient les positions d'extrême droite concernant la composition ethnique de la société française, l'islam et l'immigration. Il a été organisé par Éric Ciotti, qui est également l'actuel président des Républicains et un défenseur de la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. Contrairement à certains membres de l'extrême droite, Ciotti n'est pas antisémite ; il considère que les juifs français souffrent également du changement démographique en France. À Droite ! est la principale faction militant pour l'arrêt du « grand remplacement » dans le parti ; ce groupe a déclaré : « L'insécurité culturelle et identitaire n'a jamais été aussi forte en France. Sous l'assaut de l'immigration de masse, notre identité, nos racines, nos valeurs et nos lois sont aujourd'hui attaquées et remises en cause par le communautarisme, par l'islamisme, mais également par une culture dite "éveillée" lançant des attaques contre la famille et l'école, piliers de notre nation. Des quartiers entiers ne vivent plus selon le mode de vie français, des cafés sont interdits aux femmes, des piscines imposent des heures séparées, des personnes refusent d'être soignées à l'hôpital par un médecin du sexe opposé, des gens voilent leurs enfants et refusent que l'Holocauste soit enseigné. » En 2021, Ciotti a déclaré lors d'un débat primaire du parti : « Oui, notre société change, si nous devons parler de remplacement majeur, je parle de remplacement ! » Selon Ciotti : « Pour que demain la France reste la France, il est urgent d'arrêter l'immigration de masse. » Ces positions anti-immigrés conduisent la faction à soutenir des politiques dures et discriminatoires envers les immigrés, notamment l'abolition des services médicaux pour les non-citoyens, la suppression du droit au regroupement familial, l'expulsion des étrangers ayant commis une infraction (y compris des délits mineurs) ; en outre, concernant les mineurs délinquants, Ciotti propose de supprimer le soutien financier aux parents dont les enfants ne « respectent pas les valeurs de la République » et « de rendre responsables pénalement les parents des mineurs ayant commis des délits ». À la suite de la diffusion de la vidéo du meurtre de George Floyd par des policiers américains en 2020, Ciotti a proposé une loi interdisant de filmer les policiers. En 2021, il a également affirmé qu'il aimerait avoir un « Guantanamo à la française » pour lutter contre le terrorisme. Il considère que les musulmans constituent une menace ; cette faction propose, par exemple, « d'inscrire nos racines judéo-chrétiennes dans la Constitution », « d'interdire le port du voile islamique pour les mineurs et pour ceux qui les accompagnent à l'école, dans les services publics, dans les universités et dans les bureaux de vote », et « d'interdire le burkini dans les piscines publiques et sur les plages ».

Edelweiss Pays de Savoie

Nationaliste blanc, néonazi

Alsace



Edelweiss-Savoie est un groupe identitaire d'extrême droite dont les croyances sont fascistes et néonazies ; il existait avant la formation de « Bastion social ». Il a rejoint le mouvement néofasciste Bastion social, puis s'est réorganisé après la dissolution de ce mouvement. La devise d'Edelweiss-Savoie est « Social, national, radical ». Ce groupe mène des activités de propagande ; par exemple, il crée des tracts et des autocollants qu'il publie sur ses canaux de médias sociaux. Il organise également de petits événements culturels, tels que des célébrations du solstice et des matchs de boxe. Et il collabore souvent étroitement avec d'autres groupes identitaires tels que le groupe « Bordeaux Nationaliste ».

Égalité et Réconciliation/Kontre Kulture

Antisémitisme, conspiration

Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Dijon,* Dom-Tom, Franche-Comté, Île-de-France, International, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Normandie, Paca, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes, Rhône-Alpes



Égalité et Réconciliation (E&R) est une organisation antisémite d'extrême droite fondée en 2007 par le conspirationniste Alain Soral et deux anciens membres du Groupe union défense (GUD), Jildaz Mahé O'Chinal et Philippe Péninque. Ce groupe sert de véhicule pour promouvoir les idées « nationalistes de gauche » de son fondateur Soral ; en outre, il visé à lutter contre le « mondialisme », le « sionisme » et d'autres menaces de conspiration perçues. Soral et E&R ont affirmé qu'ils étaient de gauche, mais ils entretiennent des relations avec des membres du Front national depuis la fondation du groupe. Les observateurs politiques ont souligné que cette organisation servait de véhicule pour recruter des jeunes dans le Front national et qu'elle disposait d'une stratégie d'entrisme visant à accroître son influence au sein du parti. En 2015, des fuites de l'organisation ont indiqué qu'E&R comptait plus de 4 000 membres et des sections dans toute la France et qu'elle possédait des liens avec des membres éminents du Front

national proches de Marine Le Pen, notamment Philippe Péninque et Frédéric Chatillon (anciennement du Groupe union défense). À un moment, E&R était soutenue par le comédien antisémite Dieudonné M'Bala M'Bala ; celui-ci a dirigé un parti appelé la Liste antisioniste avec Soral. Soral a publié plusieurs vidéos niant l'Holocauste. Selon une analyse de ConspiracyWatch et SimilarWeb, le site Web d'E&R était le deuxième site de conspiration par nombre de visiteurs en France en 2021. Kontre Kulture est une boutique en ligne dans laquelle Soral vend sa littérature et celle d'autres sympathisants proches (tels qu'Alexandre Douguine, allié de Poutine et fasciste russe, qui a soutenu avec véhémence l'invasion de l'Ukraine et diabolise les Ukrainiens). *ConspiracyWatch* affirme que les produits du site sont antisémites et mettent en vedette des fascistes éminents et d'autres auteurs d'extrême droite : « Le catalogue de Kontre Kulture, une librairie en ligne fondée par Soral et accessible depuis E&R, comprend *La France juive* d'Édouard Drumont, *Les Protocoles des Sages de Sion*, *Mein Kampf* d'Adolf Hitler et *Le Livre Vert* de Mouammar Kadhafi. » Ce site vend d'autres œuvres de Joseph Goebbels, de Robert Faurisson, de Julius Evola et d'un grand nombre d'autres écrivains extrémistes. Soral a été reconnu coupable d'incitation à la haine raciale à trois reprises depuis 2008, d'insultes racistes à sept reprises depuis 2014, d'incitation à la haine à cinq reprises depuis 2014 et de justification de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en 2016. Plus récemment, Soral a été reconnu coupable de diffamation homophobe par un tribunal suisse en décembre 2022. L'antisémitisme d'E&R est clair ; en effet, cette organisation affirme que les juifs sont des « mondialistes » et des « sionistes » et fait référence à d'autres juifs, tels que le philanthrope libéral George Soros, dans le cadre de divers complots antisémites. Les articles publiés par ce groupe présentent ces complots. Par exemple, le « Nouvel ordre mondial » est lié à la fondation d'Israël. Un autre article affirme que la conspiration du « grand remplacement » est un complot mondialiste. D'autres essaient même d'établir un lien entre les juifs et la mort de la princesse Diana ainsi que les crimes sexuels de Jeffrey Epstein. Un autre article affirme que l'Holocauste n'était rien comparé à l'« Holocauste » que les juifs avaient perpétré au 2^e siècle. Un autre défend les commentaires de l'ancien candidat à la présidence, Éric Zemmour, selon lesquels Pétain « a protégé les juifs français » pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Famille Gallicane

Néonazi, anti-immigrés

Bretagne



La Famille Gallicane est un groupe qualifié de « néonazi » par le *magazine* *Mariane* ; en avril 2021, le nombre de ses membres était estimé à environ 50. Ce groupe est ouvertement catholique ; son nom a été choisi pour faire référence à « la religion des rois de France ». L'un des dirigeants a déclaré que l'objectif du groupe était de « rassembler les réseaux de la droite nationaliste ». Les membres s'organisent par le biais de médias sociaux privés et le groupe préconise de s'entraîner à utiliser des armes à feu et au survivalisme en cas de « grande guerre

civile raciale ». Il défend également la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. Au niveau idéologique, ce groupe ne possède pas de doctrine claire ; il préfère utiliser un amalgame de symboles et d'idées racistes et antisémites pour communiquer la haine éprouvée par les Français non blancs et juifs. Lors de la récente élection présidentielle, le groupe a soutenu ouvertement Éric Zemmour et a participé à des manifestations contre les mesures de sécurité relatives à la pandémie. Il organise également des entraînements de tir à la cible. L'un de ces événements récents a montré que le groupe utilisait des caricatures racistes de musulmans, de noirs et de juifs comme cibles de tir lors d'un entraînement dans les forêts de l'ouest de la France.

Furie Française

Nationaliste blanc, anti-immigrés, anti-LGBTQ+

Toulouse



« Furie Française », anciennement « La Meute », est un petit groupe identitaire basé à Toulouse ; il participe à des manifestations de rue contre les immigrés et les mesures pandémiques et à d'autres formes d'activisme, notamment des manifestations et des tracts. Ce groupe se décrit comme un mouvement de jeunesse enraciné localement. Son tweet épinglé montre une manifestation du groupe contre ce qu'il prétend être un climat antichrétien en France et contre « l'islamisation » devant la cathédrale de Toulouse. En 2023, le groupe a commencé à protester contre les drag shows, une tactique anti-LGBTQ+ de plus en plus populaire parmi les groupes d'extrême droite dans de nombreux pays, en publiant une pétition contre un tel événement à Toulouse. Pierre Lacaze, un représentant de l'opposition à Toulouse, affirme que ce groupe est proche de « La Manif pour tous », un groupe opposé aux droits des personnes LGBTQ+.

Génération Identitaire

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman

Lyon



Génération Identitaire (GI) est un mouvement nationaliste blanc et antimusulman désormais interdit ; il a été fondé en 2012 en tant qu'aile jeunesse du groupe « Les Identitaires » et est connu en particulier pour utiliser des cascades afin d'attirer l'attention sur sa cause. Fondé en 2012 par Julien Langella, Benoît Vardon, Guillaume Jannuzzi, Damien Rieu, Arnaud Delrieux,

Alban Ferrari et Pierre Larti, sa première action importante a eu lieu en octobre 2012 lorsque des membres ont accroché des banderoles antimusulmanes sur une mosquée de Poitiers. Depuis lors, le groupe [a pris pour cible](#) d'autres mosquées et y a apposé des banderoles anti-immigration, ainsi que des messages anti-immigration dans les espaces publics et les zones comptant un grand nombre d'immigrés. Il a mis l'accent sur la jeunesse et les cascades de propagande afin de se distancier de l'extrême droite traditionnelle ; en outre, il a été l'un des premiers propagandistes importants de la théorie du complot soutenue par les suprémacistes blancs en France. Bien que ce groupe ait été interdit en mars 2021 pour incitation à la haine, les groupes locaux restent quelque peu actifs dans des installations appartenant au mouvement, notamment « Les Remparts » à Lyon et « La Citadelle » à Lille. De nombreux militants de Génération Identitaire se sont présentés à des élections politiques sous la bannière du Front national (aujourd'hui Rassemblement national) et de « Reconquête ! », ou ont rejoint d'autres réseaux d'extrême droite en ligne. Malgré la dissolution, son site Web continue de fonctionner ; cependant, le groupe ne dispose pas de média social, à l'exception d'une chaîne YouTube abandonnée et d'un numéro WhatsApp. Depuis la dissolution de Génération Identitaire, Damien Lefèvre a rejoint le parti « Reconquête ! » de Zemmour en 2022 et est devenu le candidat du 4e arrondissement des Alpes-Maritimes. L'ancien porte-parole Jérémie Piano a représenté le parti « Reconquête ! » dans le 11e arrondissement des Bouches-du-Rhône lors des élections législatives. Thaïs d'Escufon a soutenu Reconquête lors des dernières élections, mais s'est tournée vers YouTube et les médias sociaux. Les branches GI demeurent actives dans plusieurs pays européens. La branche autrichienne a reçu un don du tireur de la mosquée de Christchurch, en Nouvelle-Zélande ; ce dernier a été fortement influencé par la pensée de GI, en particulier sa promotion de la théorie du grand remplacement.

Génération Zemmour, Génération Z

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman

Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Grand Est, Hautes-Pyrénées, Île-de-France, Normandie, Paris,* Pays de la Loire, Yvelines,



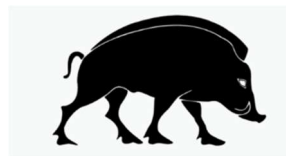
Génération Zemmour est l'aile jeunesse officielle du parti « Reconquête ! ». Cette organisation est dirigée par Stanislas Rigault, le jeune porte-parole de la campagne d'Éric Zemmour en 2022. Le groupe soutient Zemmour et sa politique antimusulmane, y compris sa croyance dans la théorie du complot du grand remplacement, et affirme compter environ 20 000 membres. Il a parfois fait preuve de comportement violent. À Montpellier, des membres de Génération Z ont été accusés d'avoir attaqué des étudiants avec des armes contondantes lors d'une confrontation avec des syndicats étudiants et des organisations antifascistes. À Nancy, des membres ont commencé une bagarre dans un bar avec des adhérents du parti de gauche « La France insoumise » (LFI) à la suite des résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2022. En outre, bien qu'il ne soit pas clair s'ils l'aient fait de manière officielle ou non officielle,

des militants de Génération Z ont participé à des actions de rue avec d'autres groupes d'extrême droite. En avril 2020, par exemple, ils faisaient partie de la foule de militants d'extrême droite qui ont agressé et intimidé des manifestants de gauche afin qu'ils abandonnent leur manifestation à l'université de Sciences Po.

Les Identitaires

Nationaliste blanc, antimusulman, anti-immigrés

Nice



Lancé en 2003, « Les Identitaires », également appelé « Bloc Identitaire », est un parti politique d'extrême droite prônant « l'identitarisme », une croyance des suprémacistes blancs visant à défendre la civilisation française et européenne contre les menaces perçues de l'immigration non européenne, des musulmans et du « grand remplacement ». Sur le site Web du parti, il est écrit : « La lutte contre l'immigration, l'islamisation et l'insécurité est bien entendu au cœur de nos engagements et de nos préoccupations. La dangerosité de la menace l'exige. Les inondations que subissent la France et l'Europe mettent en danger la survie de notre civilisation. » Les membres de ce parti sont nativistes et soutiennent la décentralisation régionale et l'enseignement social catholique ; en outre, ils considèrent que les États-Unis et l'islam constituent des menaces pour l'Europe. Contrairement à l'extrême droite traditionnelle, Les Identitaires affirment qu'ils rejettent l'antisémitisme et « l'antisionisme ». Ils s'opposent à ce qu'ils considèrent comme un « ethnocide » et une « invasion » de leur pays par des immigrés qui, selon eux, ne s'assimilent pas ; ils estiment également que la « remigration » des immigrés vers leur pays d'origine est la principale solution politique. En outre, ils s'opposent à ce qu'ils appellent le « racisme anti-français ». Leur notoriété a commencé avec des cascades, y compris la distribution intentionnelle de soupes populaires contenant du porc afin d'en exclure les juifs religieux ou les musulmans à Strasbourg, à Nice et à Paris, ainsi qu'à Anvers avec l'association Antwerpse Solidariteit. Ces soi-disant « soupes identitaires » ont été interdites en 2006 à Strasbourg en raison de leur caractère « discriminatoire et xénophobe ». En 2010, ils ont organisé une manifestation de « résistance à l'islamisation de la France » à l'Arc de Triomphe où les gens mangeaient du porc et buvaient du vin. En politique électorale, Les Identitaires n'ont connu que très peu de succès depuis qu'ils sont devenus un parti à part entière en 2009. Cependant, étant fortement influencés par le GRECE et la Nouvelle Droite, Les Identitaires ont poursuivi principalement une stratégie de propagande depuis 2016. Ce groupe a été dirigé par Fabrice Robert et Philippe Vardon de 2003 à 2016. Robert et Jean-David Cattin ont dirigé le groupe de 2016 à 2017 et l'actuel président est Philippe Vardon. Depuis, Vardon est devenu membre du parti « Reconquête ! ». Novopress est la branche éditoriale des Identitaires.

L'Institut des sciences sociales, économiques et politiques

Nationaliste religieux, anti-LGBTQ, anti-immigrés

Lyon



L'Institut des sciences sociales, économiques et politiques (ISSEP) est une université privée non accréditée basée à Lyon (possédant une succursale à Madrid en Espagne) ; elle a été fondée par Marion Maréchal-Le Pen et Thibaut Monnier en 2018 et délivre des diplômes de maîtrise en sciences économiques et politiques. Les diplômes délivrés ne sont pas reconnus par l'État ; cet établissement ne reçoit aucun financement public et s'appuie fortement sur les frais de scolarité et les dons privés à la place. De l'extérieur, l'organisation semble être une université normale ; cependant, Maréchal-Le Pen a déclaré que l'université était un projet « métapolitique » visant à former des intellectuels conservateurs et à contrer l'influence présumée de gauche dans l'enseignement supérieur français. Lors d'une convention du groupe d'extrême droite américain CPAC, Le Pen a précisé ses objectifs concernant l'université en déclarant : « Notre combat ne peut pas être uniquement électoral : nous devons diffuser nos idées dans les médias, la culture et le système éducatif, afin d'arrêter la domination des libéraux et des socialistes. C'est pourquoi j'ai récemment lancé une école de gestion et de sciences politiques. L'objectif ? Former les dirigeants de demain. » L'ISSEP indique clairement que, bien qu'il soit théoriquement un établissement d'enseignement supérieur, il adopte des positions politiques d'extrême droite. Il est explicitement antimusulman ; le site Web de l'établissement indique, par exemple, que « toute critique de l'islam est maintenant considérée comme une attaque contre les musulmans et donc assimilée au racisme... C'est ainsi que les batailles « intersectionnelles » des néoféministes, des militants du genre, des islamistes et des gauchistes prennent forme contre l'ennemi commun : l'homme blanc, chrétien et hétérosexuel ». Le Pen et l'ISSEP considèrent que les sujets concernant les études LGBTQ+, les études relatives au genre, le climat et le multiculturalisme sont des formes d'endoctrinement. L'ISSEP condamne également la culture dite « d'annulation » pour avoir conduit à « la destruction du langage, la mort de l'intelligence et de la raison. Avec elle, ce n'est pas seulement la culture qui sera « annulée », mais toute notre civilisation. Certains autres articles publiés sur le site sont intitulés « La réforme de la Constitution peut-elle suffire à contrôler l'immigration ? » « La tentation d'importer les méthodes de la Chine communiste en Europe : révélation par la crise sanitaire » et « Deuxième procédure de destitution : chronique de l'acquittement de Donald Trump », dans lequel l'auteur défend l'ancien président après l'insurrection du 6 janvier. En outre, cet établissement soutient fortement l'ancien candidat à la présidence, Éric Zemmour. L'université a la capacité de former 30 à 60 étudiants par an ; les 35 étudiants inscrits dans la promotion 2021 seraient tous des proches associés de Le Pen, des candidats du Rassemblement national ou des membres de groupes militants d'extrême droite

tels que Génération Identitaire. Depuis sa création, l'ISSEP connaît des difficultés financières ; certains membres du personnel ne sont pas rémunérés et un grand nombre sont essentiellement bénévoles. En 2020, l'ISSEP a ouvert un autre campus à Madrid qui recruterait des étudiants soutenant le parti d'extrême droite VOX et des sympathisants de l'ancien régime fasciste franquiste. Presque toute l'organisation a soutenu la candidature d'Éric Zemmour en 2022. Le Pen a annoncé récemment qu'elle quitterait la tête de l'université et serait remplacée par Thibaut Monnier, qui est également à la tête du réseau territorial de « Reconquête ! ». Parmi les autres membres du personnel figurent Thibaud Collin, assistant de Marine Le Pen et membre du comité de rédaction de *L'Incorrect* ; Raheem Kassam, rédacteur en chef de *Breitbart* à Londres et ancien conseiller de Nigel Farage, défenseur du Brexit, et membre du comité scientifique ; Pascal Gauchon, ancien secrétaire général du Parti des Forces Nouvelles, un parti néofasciste ; Patrick Louis, professeur d'économie et de géopolitique à l'université Lyon 3 et secrétaire général du Mouvement pour la France ; Yves-Marie Adeline, fondateur du parti politique Alliance Royale ; et Paul Gottfried, un nationaliste blanc américain qui a contribué à forger le terme « alt-right » et le correspondant américain de *Nouvelle École* (journal du GRECE).

Institut Iliade

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman
Paris



L'Institut Iliade pour la longue mémoire européenne est un groupe de réflexion d'extrême droite fondé en 2014 par son président Philippe Conrad, Jean-Yves Le Gallou et Bernard Lugan. Il est aligné sur le mouvement identitaire suprémaciste blanc plus large. Son slogan sur Twitter est « L'Institut Iliade rejette le grand remplacement et appelle à la défense de notre civilisation ». L'institut plaide en faveur d'un « réveil européen » face aux menaces pesant sur la civilisation européenne, principalement le « grand remplacement ». Chaque année, il organise une conférence à laquelle participent un groupe restreint de conférenciers d'extrême droite, de nombreux anciens membres de la Nouvelle Droite, principalement des organisations GRECE et du groupe de réflexion d'extrême droite le « Club de l'Horloge », ainsi que des militants d'extrême droite de l'étranger. L'Iliade a organisé des conférences chaque année à la Maison de la Chimie, en face du parlement national, où des activités de lobbying auprès du gouvernement ont lieu normalement. Parmi les conférenciers éminents, figurent Carlomanno Adinolfi (CasaPound, organisation italienne d'extrême droite), Alain de Benoist (fondateur du mouvement Nouvelle Droite), Renaud Camus (auteur du livre *Le Grand Remplacement*), Paul-Marie Coûteaux (ancien membre du SIEL), Romain Espino (Génération Identitaire), Thomas

Hennetier (revue *Éléments*), Julien Langella (Génération Identitaire et Academia Christiana), Marion Maréchal (ISSEP), Jean Raspail (auteur du livre *Le Camp des Saints*) et Adriano Scianca (CasaPound). L'institut affirme qu'il protège l'identité de la civilisation européenne contre la principale menace pesant sur elle sous la forme du grand remplacement. Afin de répondre à cette menace, il propose de « réveiller la conscience » des Européens en poursuivant une stratégie métapolitique ; cela signifie « inciter les peuples européens à une "grande guérison", à la reconquête de la fierté de leurs origines, de leurs racines, en un mot, de leur identité, afin de refuser leur sortie de l'histoire, leur grande oblitération – prélude à leur "grand remplacement" par d'autres populations sur le sol de leurs ancêtres ». Il veut « partager l'histoire et la mémoire de la civilisation européenne avec le plus grand nombre de personnes ». L'un des articles publiés sur son site Web se moque des efforts déployés par l'UE pour lutter contre le racisme et le racisme structurel ; il les qualifie d'imposition « éveillée » de la censure. Il cite ensuite des « statistiques » montrant les problèmes importants que l'immigration non blanche pose, selon lui, à la société européenne ; en outre, il soutient que la conspiration visant à empêcher la diffusion de ces informations est « autoritaire ». L'institut est ouvertement antimusulman ; il a écrit dans un article intitulé « L'islam contre l'Europe » : « l'important est de savoir que pratiquement rien de que ces différents types de musulmans font ne fait pas déjà partie de leur religion et de leur héritage. Par exemple, toutes les dépravations auxquelles l'État islamique s'est livré – asservir, vendre et acheter des "esclaves sexuels" infidèles ; décapiter, crucifier et même brûler des infidèles vivants ; détruire ou transformer des églises en mosquées – ont été commises d'innombrables fois au cours des siècles par des musulmans, toujours au nom du djihad. »

Jeunesse Saint-Roch

Nationaliste blanc

Montpellier



Jeunesse Saint-Roch (en référence au saint patron de Montpellier) est un groupe identitaire basé à Montpellier ; il a été fondé par des étudiants de la région qui s'étaient scindés de la Ligue du Midi. Ce groupe comprend des influences du nazisme et des liens avec le réseau néonazi Ouest Casual organisant des actions violentes contre les groupes de gauche. Il a été établi que certains membres étaient d'anciens skinheads racistes, des traditionalistes catholiques et des hooligans ; ils se sont affrontés violemment avec des groupes antifascistes. Peu de temps après le meurtre brutal de l'instituteur Samuel Paty par un islamiste extrémiste, certains membres ont envoyé des messages qui accusaient divers enseignants d'être complices de l'islamisme.

Ligue du Sud

Anti-immigrés, antimusulman, anti-LGBTQ

Paris,* Orange



La Ligue du Sud est un parti politique français d'extrême droite fondé en 2010 par Jacques Bompard et d'autres anciens membres du Front national (FN). Ce parti vise principalement à protéger les intérêts et la culture des habitants de la région administrative Provence-Alpes-Côte d'Azur ; sa devise est « Identité, tradition, localisme ». Bien qu'elle soit un petit parti régionaliste, la Ligue du Sud a formé des alliances électorales avec d'autres petits partis à droite du Front national tels que les Comités Jeanne, Civitas, le Parti de la France et le SIEL. La plus grande partie du succès de la Ligue a eu lieu dans le Vaucluse, où Bompard a été élu aux élections législatives de 2012 et 2017. Au niveau idéologique, Bompard et le parti sont ouvertement anti-musulmans ; en outre, ils croient que le grand remplacement se produit actuellement et doit être contré. La Ligue du Sud estime qu'il existe un processus d'« islamisation » ; elle a invité Renaud Camus, l'auteur du livre *Le Grand Remplacement*, à s'exprimer sur ce sujet lors d'une conférence du parti. Bompard est en faveur de la « remigration » et de l'arrêt de la « préférence étrangère » au niveau du système de protection sociale, en tant que solution politique. Bompard est également contre le mariage entre personnes de même sexe et contre d'autres droits des personnes LGBTQ+ ; il est connu pour être un provocateur sur ce sujet à l'Assemblée nationale. Lors du débat sur l'adoption d'une loi sur le mariage entre personnes de même sexe en 2013, Bompard a proposé quelques amendements scandaleux qui visaient spécifiquement à compromettre les efforts, tels que l'ouverture des mariages à la polygamie, l'inceste et la pédophilie. Bompard a été maire d'Orange pendant 26 ans, mais il a été contraint de démissionner en 2021 ; en effet, il a été déclaré inéligible pendant cinq ans après avoir été reconnu coupable d'avoir utilisé des ressources publiques pour son usage privé pendant son mandat. Pour cela, il a été condamné à un an de prison avec sursis et à une amende de 30 000 euros.

Luminis

Nationaliste blanc

Paris



Luminis est un groupe nationaliste blanc faisant la propagande d'autres groupes extrémistes avec lesquels il tient des réunions et interagit. Son slogan est une « communauté militante enracinée à Paris ». Dans le passé, ce groupe a participé à des manifestations contre les mesures pandémiques ; une grande partie de ses activités sont détaillées sur sa chaîne Telegram contenant des vidéos d'activités et remplie de symboles relatifs aux néonazis et aux suprémacistes blancs. Il est proche des membres du réseau néonazi Ouest Casual et republie souvent leurs documents. Certains membres du groupe ont rencontré le Front patriote nationaliste blanc américain et interagissent souvent avec des Active Clubs néonazis.

Lyon Populaire

Anti-immigrés, antimusulman, anti-LGBTQ

Lyon



Créé en 2019, Lyon Populaire est issu du groupe néofasciste interdit « Bastion social » ; il serait dirigé par Eliot Bertin, qui a participé à des affrontements de rue [aux côtés](#) de membres d'autres groupes de nationalistes blancs, notamment Génération Identitaire, un groupe maintenant interdit. En 2020, Bertin a posé sur une photo en ligne avec les identitaires Adrien Lasalle et son collègue Anthony Renaud afin de [promouvoir](#) la salle de boxe identitaire « L'Agogé » située dans le Vieux Lyon. Lyon Populaire [entretient](#) également des liens avec « La Manif pour tous », un mouvement contre le mariage entre personnes de même sexe, ainsi qu'avec des groupes néonazis. Malgré son militantisme, ce groupe est relativement inconnu. Lyon Populaire est [ouvertement](#) anti-immigrés, affirme que les « djihadistes » envahissent le pays et exige que les migrants soient expulsés vers leur pays d'origine. Le groupe est également anticapitaliste ; il accuse les structures économiques d'appauvrir les Français.

Les Natifs

Nationaliste blanc, antimusulman, anti-immigrés

Paris



« Les Natifs » est un groupe identitaire basé à Paris ; il proteste contre l'immigration et publie ses activités sur sa chaîne Telegram. Il a été fondé par d'anciens membres de Génération Identitaire après la dissolution du groupe par l'État français. En 2021, à travers l'art urbain, le groupe a annoncé sa création en tant que « mouvement de jeunesse, fier et enraciné » et a dénoncé « le saccage de notre ville » et « un Paris mondialisé ». En quelques jours, le groupe a obtenu des milliers d'abonnés sur son compte Instagram, qui n'existe plus, dont un dirigeant du parti nationaliste belge, Vlaams Belang. Parmi les autres abonnés figurait le président du mouvement « Génération Zemmour », Stanislas Rigault. « Les Natifs » collabore avec d'autres groupes d'extrême droite tels que « Les Remparts ». Tout comme d'autres petits mouvements identitaires, il fait de la propagande en menant des campagnes d'autocollants et de tracts.

Les Nationalistes

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman, antisémite, conspiration

Lyon



« Les Nationalistes », appelé également le Parti Nationaliste Français, est un mouvement nationaliste blanc, antisémite et anti-immigrés ; il a été fondé à l'origine en 1983, puis rétabli en 2015. Le parti d'origine était une faction dissidente néonazie du Front national (FN) ; ses membres en étaient venus à considérer que le FN était « trop conservateur » et « sioniste ». Le groupe est devenu inactif dans les années 1990. Après la dissolution du parti pro-Pétain « L'Œuvre Française » en 2013, le chef du parti, Yvan Benedetti, a réactivé Les Nationalistes. Benedetti est un ancien partisan du Front national ; il a aidé Pierre Sidos à diriger « L'Œuvre française » dans les années 1990, dont la dissolution a été ordonnée par le gouvernement français pour antisémitisme et racisme, et a été autorisé par Jean-Marie Le Pen à rejoindre le FN en 2007. Benedetti apporte maintenant son antisémitisme et ses sympathies envers Pétain au groupe « Les Nationalistes ». En 2019, Benedetti a été condamné à huit mois de prison pour

non-dissolution de L'Œuvre française ; en septembre 2022, Benedetti il a également été reconnu coupable de négation de l'Holocauste après avoir qualifié le nombre de morts de « propagande sioniste ». « Les Nationalistes » croit fermement aux théories du complot antisémite sur la domination juive ; il accuse les juifs d'avoir orchestré un « grand remplacement » des Blancs en France par des immigrés. Ce groupe est antimusulman et accuse tous les musulmans de terrorisme. Par exemple, le groupe a écrit : « Alors que certains dans notre camp soulèvent encore l'idée d'un front de la foi avec les musulmans pour lutter contre la décadence morale de la société, il convient de se rappeler que nous n'avons pas besoin d'eux dans ce combat. En outre, où étaient ces musulmans "patriotes" lors des manifestations pour la défense de la famille ? Nulle part. Ils n'ont rien à voir avec l'avenir de la France. » Ce groupe est clairement hostile aux musulmans et ses attaques contre les juifs sont encore plus extrêmes. Il a écrit : « Ce sont toujours les "intellectuels" juifs qui se trouvent au premier plan des luttes antiracistes pour promouvoir l'invasion migratoire. Bien protégés dans leurs résidences communautaires, ils imposent la diversité et le métissage aux autres... S'il existe réellement un génocide ethnique en France, il ne concerne pas les juifs mais les Blancs. En raison de l'avortement généralisé et de l'invasion migratoire toujours promue par le même peuple, les Français ne seront bientôt plus majoritaires sur leur propre sol. » En 2021, Bendetti a utilisé une insulte pour décrire un Français noir apparaissant dans l'émission de télévision populaire Touche Pas à Mon Poste (TPMP) ; il s'est également moqué d'Éric Zemmour qui, selon lui, n'était pas assez extrême : « Ceux qui s'attendent à l'arrêt du grand remplacement avec Zemmour vont être déçus. Mais avec les Nationalistes, la ligne est claire : avec ou sans lien, remigration ! »

Ouest Casual

Néonazi, nationaliste blanc, anti-LGBTQ

Arras (Arras Nationaliste), Besançon (Vandal Besak), Bourg-en-Bresse (Bourg-en-Bresse Nationaliste), Clermont-Ferrand (Clermont-Ferrand Nationaliste), Dijon (Infréquentables Dijon), Lyon (Mob Guignol Squad), Nice (Zoulous Nice), Orléans (Aurelianorum Corda, Orléans Nationaliste), Paris (Groupe union défense ; Division Martel), Reims (Mesos Reims), Toulouse (Alliance Scandale), Emplacement inconnu (La Cagoule)



Ouest Casual est un réseau décentralisé d'une douzaine de petits groupes néonazis nommés individuellement. Comme indiqué ci-dessus, ils s'identifient tous à une ville ou une région particulière, sauf « La Cagoule », qui ne nomme pas son emplacement. Ce groupe sert de plateforme pour communiquer et diffuser des informations concernant les actions menées par son réseau, ainsi que celles de groupes similaires dans d'autres pays européens. Ces groupes sont généralement nationalistes blancs et néonazis et collaborent étroitement avec des membres de Génération Identitaire, La Citadelle et Action Française ; ceci leur permet de

masquer leur identité et d'éviter ainsi que leurs organisations soient rendues coupables lors de violents combats de rue avec leurs opposants, qui sont souvent des organisations antifascistes. Par exemple, lors d'un rassemblement du 1^{er} mai 2022, des membres de Vandal Besak ont été repérés à Besançon près d'un groupe de contre-manifestants de la Cocarde étudiante et de Génération Z, probablement dans le but de les protéger en cas de bagarre avec des manifestants. Trois d'entre eux ont tenté de s'infiltrer dans le rassemblement, mais ont été enlevés. Ces groupes scandent régulièrement des slogans de suprémacistes blancs et vandalisent des biens à l'aide de symboles de haine néonazis. En juillet 2020, des membres de Vandal Besak ont tracé des graffitis runes nazis le long d'un mur à La Rodia à Besançon. En août 2022, un groupe d'environ 15 membres de Vandal Besak a traversé le centre-ville de Besançon ; ils cherchaient à trouver des antifascistes, chantaient des chants militaires allemandes, posaient des autocollants SS, faisaient le salut nazi et criaient « Sieg Heil ». Le 25 novembre 2021, des membres du groupe ont attaqué le collectif féministe à Dijon ; le lendemain, des membres ont agressé un homme d'affaires de la région en raison de son appartenance ethnique. En février 2022, environ sept membres de « Clermont-Ferrand Nationaliste » et d'« Orléans Nationaliste » se sont livrés à des combats de rue avec une douzaine de manifestants de gauche lors d'une manifestation dans le centre-ville de Clermont-Ferrand. En mars 2022, des membres de « Clermont-Ferrand Nationaliste » ont attaqué des manifestants de gauche lors d'une marche contre l'extrême droite. En juin 2022, des membres de « Bourg-en-Bresse Nationaliste » ont harcelé des personnes qui participaient à un événement de la Gay Pride. En septembre 2021, des membres d'Alliance Scandale se sont livrés à des combats de rue avec des antifascistes à Toulouse. Les membres ont célébré sur Telegram le fait que 23 antifascistes avaient été blessés. En dehors de ces batailles de rue, chaque groupe effectue également des entraînements physiques, participe à des matchs de boxe avec d'autres groupes néonazis et apporte son soutien aux groupes néonazis à l'étranger. Contrairement à d'autres mouvements identitaires, ils ne participent à des manifestations ni des activités militantes traditionnelles telles que des conférences ou des événements politiques. Ils fonctionnent plus comme de petits gangs ; chaque gang agit de manière autonome par rapport aux autres, bien que ces groupes participent souvent à des événements ensemble ainsi qu'à des compétitions physiques entre eux. Certains messages publiés récemment sur les réseaux sociaux indiquent, ou du moins impliquent, que certaines personnes de ce réseau se battent actuellement en Ukraine. Plusieurs messages publiés sur la chaîne Telegram soutiennent fortement le bataillon Azov de l'Ukraine, qui possède des liens avec des néonazis. « La Cagoule », un groupe inspiré du groupe terroriste clandestin français du même nom des années 1930, est également un petit gang ; cependant, il se concentre principalement sur la production de graffitis néonazis. Plus récemment, on rapporte que le Groupe union défense (GUD) tristement célèbre, qui a existé de 1968 à 2002 et était connu pour sa violence de rue, a été réactivé en 2022. À certains moments, le groupe « Les Zouaves », qui a été dissous, a été associé à Ouest Casual. La chaîne Telegram de Ouest Casual lie également son réseau aux néonazis américains : en décembre, elle a publié des photos d'une visite de membres du groupe nationaliste blanc américain « Patriot Front ».

Le Parti de la France

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman

Paris



Le Parti de la France (PDF) est un petit parti politique d'extrême droite fondé par Carl Lang, l'ancien secrétaire général du Front national (FN), et par plusieurs autres anciens membres du Front national (Martine Lehideux, Bernard Antony, Martial Bild, Fernand Le Rachinel) en 2009, après une scission du parti engendrée par l'accession de Marine Le Pen à la tête du FN. À la suite de cette scission, les dirigeants du nouveau PDF ont cherché à rester fidèles à l'idéologie de Jean-Marie Le Pen. Cette organisation présente actuellement des candidats ; elle a formé des alliances électorales avec d'autres petits partis à droite du Front national, tels que les Comités Jeanne, Civitas, la Ligue du Sud et le SIEL. Le parti est fortement anti-immigrés ; il plaide pour le rapatriement et la déportation des populations étrangères de France. En 2019, Lang a démissionné du parti et a remis la direction à Thomas Joly. Lors de la dernière élection présidentielle, le Parti de la France a appelé ses partisans à voter pour Éric Zemmour au premier tour, pour Marine Le Pen au second et pour les candidats de « Reconquête ! » lors des élections législatives. En 2017, Joly a été condamné à deux mois de prison avec sursis et à une amende de 2 000 euros pour avoir diffusé un message violent accessible à un mineur, après avoir publié une vidéo montrant des terroristes de l'État islamique décapitant des opposants dans le but de dénoncer la « barbarie islamiste ». Ce parti est sympathisant de la politique de Pétain, collaborateur du régime nazi. Joly a écrit sur Telegram : « Depuis plusieurs jours, des scribes, des militants de gauche et le chef du Rassemblement national s'excitent au sujet d'une photo où je porte un t-shirt à la gloire du maréchal Pétain. En fait, ce n'est un secret pour personne, j'ai plus d'admiration pour Pétain que pour De Gaulle. » Le parti promeut également la théorie du complot du grand remplacement, décrit les immigrés comme des gens violents et dangereux, et œuvre à mettre fin à la « menace » qu'ils sont censés poser. Il soutient « l'inversion massive des flux migratoires [vers la France] et la désislamisation de notre pays... L'immigration constitue le point central du programme de redressement national du Parti de France ». Il se considère comme « l'outil de la reconquête » pour « libérer la France et la rendre aux Français ». Le parti accorderait un traitement préférentiel aux Français blancs « dans les domaines de l'emploi, du logement, de l'accès aux soins médicaux et réserverait l'aide sociale uniquement aux Français ». Il est également connu pour avoir des membres néonazis.

Patria Albigès [Patrie d'Albi]

Nationaliste blanc, anti-immigrés, anti-LGBTQ+

Albi



Patria Albigès est un petit groupe d'extrême droite né des cendres du groupe nationaliste blanc Génération Identitaire (GI) dissous de force en 2021 ; il a été fondé par des militants identitaires et néofascistes dans la ville d'Albi. Patria Albigès souhaite le retour à une société plus traditionnelle basée sur l'Église catholique et les « valeurs traditionnelles ». Ce groupe est farouchement opposé aux mouvements de justice sociale, à l'immigration, aux droits LGBTQ+ et au « programme éveillé ». Tout comme GI, il organise des séances d'entraînement physique qu'il présente sur sa chaîne Telegram et se livre à la violence de rue. Il est responsable d'un certain nombre d'attaques contre des personnes appartenant à des mouvements de gauche. À la fin de 2021, des membres de ce groupe ont attaqué deux étudiants affiliés au syndicat de la Confédération générale du travail (CGT) ; à d'autres occasions, des individus ont été agressés par des membres pour avoir tenté de retirer des autocollants anti-LGBTQ+ apposés par le groupe. Il éprouve une animosité particulière envers la communauté LGBTQ+ ; il a écrit : « le gouvernement a mis en place une campagne de propagande dédiée à la communauté LGBTQIA+ sur les arrêts de bus à Albi ainsi que dans toute la France. Ces campagnes éveillées n'ont pas leur place dans nos rues ; nos enfants ne doivent pas souffrir, en plus de l'immigration de masse et de l'islamisation, de leur folie qu'ils souhaiteraient nous inculquer. » À la suite de ces attaques, ainsi que d'autres actes d'intimidation et de graffitis nazis, Patria Albigès a été menacé de dissolution par l'État.

Rassemblement national

Anti-immigrés, antimusulman

Paris* (104 branches régionales à travers le pays)



Le Rassemblement national (RN), anciennement Front national (FN), est un parti politique d'extrême droite fondé par Jean-Marie Le Pen en 1972. Le Pen a unifié le mouvement néofasciste « Ordre nouveau » avec d'autres mouvements d'extrême droite, notamment des pétainistes, des néonazis, des poujadistes et des partisans de Charles Maurras, et plus tard, des traditionalistes catholiques d'extrême droite. Dans les années 1980, le parti a réussi à unifier une grande partie de l'extrême droite et a commencé à enregistrer des gains au niveau de la

politique électorale ; il est finalement parvenu au deuxième tour de l'élection présidentielle en 2002. Jean-Marie Le Pen est connu pour nier la gravité de l'Holocauste, et le rôle de la France dans celui-ci, et pour d'autres opinions antimusulmanes, xénophobes et racistes. Après avoir réalisé quelques progrès électoraux, sa fille Marine a changé l'image du parti entre 2004 et 2017 ; elle l'a renommé RN afin qu'il paraisse moins extrémiste et, prétendument, plus centré sur les valeurs républicaines. Depuis sa création, le FN a constitué un canal important pour de nombreuses personnes d'extrême droite ; certains responsables du parti ont également été [membres](#) de groupes beaucoup plus radicaux. Parmi ceux-ci [figurent](#) Wallerand de Saint Just, anciennement GUD ; Philippe Olivier, député européen et ancien membre du GRECE ; Bruno Gollnisch, ancien député et député européen qui a dirigé la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen en 2002, perdu face à Marine Le Pen lors du vote de la direction en 2011 et a été [reconnu coupable](#) du délit de contestation de crime contre l'humanité et Jean-Lin Lacapelle, ancien GUD et député européen. Alors que le FN a connu un certain nombre de divisions du parti, en particulier en 1998, le cadre traditionnel du parti a été transformé par Marine Le Pen, qui souhaitait mener une politique de « dédramatisation » ; à cet effet, certains extrémistes ont été expulsés des rangs du parti. Le discours du parti est devenu moins extrême et plus ouvert au féminisme et à la laïcité, au grand dépit de l'extrême droite du parti. Ces factions purgées et exilées, notamment les identitaires, les fascistes et les antisémites, sont restées fragmentées pendant la plus grande partie de la décennie, jusqu'à l'arrivée du mouvement « Reconquête ! » d'Éric Zemmour à la fin de 2021. En 2022, Marine Le Pen est arrivée deuxième au premier tour du scrutin présidentiel en remportant 23 % des voix et à nouveau deuxième au second tour en remportant 42 % des voix – le meilleur résultat obtenu par le RN ou par un candidat d'extrême droite dans la Ve République française. Aujourd'hui, le parti demeure anti-immigrés au niveau de ses positions et de son discours ; il soutient que les immigrés (généralement arabes et africains) et l'islam ne sont pas compatibles avec les normes et les valeurs françaises largement répandues telles que la laïcité, l'égalité des femmes et la liberté d'expression. Bien qu'il ait cherché à élargir ses propositions politiques afin d'inclure une politique économique protectionniste traditionnellement de gauche, ses positions anti-immigrés et son euroscepticisme prédominant dans ses messages. Marine Le Pen a [prédit](#) un jour que l'augmentation de l'immigration conduirait à ce que « toute la France » devienne « une gigantesque zone interdite » ; elle a également déclaré : « Nous sommes submergés par un flot d'immigrés qui balaient tout devant eux. Des prières ont lieu dans la rue, des cafés sont interdits aux femmes et des jeunes femmes sont menacées du regard si elles portent une jupe. Lorsque je serai présidente, je dirai que ce n'est pas le mode de vie français. » Les musulmans et l'islam sont considérés comme les principales menaces pesant sur l'identité française, la laïcité, le féminisme et les libertés individuelles. Bien que Marine Le Pen ait déclaré qu'elle voyait réellement une différence entre les musulmans et les mouvements islamiques extrémistes, sa rhétorique ne reflète souvent pas cela. Lors d'un débat présidentiel de 2017 avec Emmanuel Macron, elle [a déclaré](#) que la France était devenue une « université pour les djihadistes », que les musulmans étaient responsables de l'antisémitisme en France, dont elle accuse les « islamistes », et a [comparé](#) les musulmans aux occupants nazis. Le RN est également en faveur de la « préférence nationale », selon laquelle les citoyens français seraient [prioritaires](#) par rapport aux non-citoyens au niveau de certains services, droits et avantages sociaux ; cette

position est contraire à la constitution française. En 2019, Marine Le Pen a été photographiée en train de faire le signe OK des suprémacistes blancs avec un partisan raciste. Bien que de nombreux extrémistes aient été expulsés du parti, dans plusieurs cas, des personnes d'extrême droite ont été autorisées à se présenter aux élections en tant que candidat du RN, comme en témoignent les candidatures de Damien Rieu (Génération Identitaire) et de Philippe Vardon (Bloc Identitaire et Nissa Rebela). Certains membres du parti étaient également membres de Génération Identitaire. En novembre 2021, Quentin le Derout, ancien chef adjoint du groupe de jeunes RN et candidat aux élections départementales, a admis avoir profané trois mosquées.

Reconquête!

Anti-immigrés, antimusulman, nationaliste blanc, anti-LGBTQ
Paris



Reconquête ! a été créé pour servir de véhicule personnel à la candidature présidentielle d'Éric Zemmour en 2022 ; depuis, il est utilisé pour unir de larges sections de l'extrême droite jugées trop extrêmes pour le Front national. Le nom « Reconquête ! » indique clairement que le parti a la conviction profonde que l'immigration non blanche provoque le remplacement de la population française indigène par une population à majorité musulmane. En d'autres termes, le parti approuve explicitement la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. Zemmour a des opinions anti-immigrés et antimusulmanes depuis longtemps ; il a été condamné à deux reprises pour incitation à la haine religieuse en raison des déclarations qu'il avait faites dans des émissions lorsqu'il était commentateur de télévision. Il a plaidé pour que les noms des enfants soient attribués à nouveau conformément au calendrier des saints, selon la tradition française ; en outre, il a commencé un scandale en insistant auprès de Hapsatou Sy, une actrice et entrepreneure noire, pour que sa mère l'appelle Corinne. Zemmour est réputé pour être l'un des adeptes les plus populaires de la théorie du grand remplacement en France. Dans une interview accordée en 2019, il a déclaré : « Les jeunes Français accepteront-ils de vivre en minorité sur la terre de leurs ancêtres ? Si oui, ils méritent leur colonisation. Si non, ils devront se battre pour leur libération. » Dans la vidéo officielle de lancement de sa campagne présidentielle de 2022, Zemmour s'est appuyé fortement sur les thèmes de la théorie du grand remplacement en répandant la peur de ne plus appartenir à son propre pays. Dans ses livres, ses discours et sa rhétorique, il décrit les musulmans comme des « colonisateurs » incapables de s'assimiler. Dans un tweet, il a comparé l'immigration musulmane à une lutte existentielle pour le pays : « Pendant 5 ans avec Emmanuel Macron, il y aura 2 millions d'immigrés de plus, encore plus de violence, d'islamisation, et de plus en plus de territoires conquis par l'islam, et de plus en plus de voiles dans les rues. » Zemmour a déclaré qu'il créerait un ministère de la « ré-immigration » afin d'expulser des centaines de milliers d'immigrés et qu'il saisirait les avoirs des dirigeants africains s'ils ne reprenaient pas les immigrés de France en Afrique. Il plaide officiellement pour que les réfugiés ukrainiens soient autorisés à obtenir des visas français, mais pas les personnes qui fuient les guerres dans des États arabes. Zemmour dispose d'un important soutien au niveau de l'extrême droite

internationale. En septembre 2019, il a partagé la scène avec Candace Owens, partisane de Donald Trump, ainsi qu'avec d'autres radicaux français, lors de la Convention de la droite. Le « journaliste » américain d'extrême droite Andy Ngo exprime fréquemment son soutien envers Zemmour dans ses tweets. Trump aurait encouragé Zemmour à présenter sa candidature à la présidence. Zemmour aime le régime de Poutine, a plaidé en faveur d'une « alliance russe » et a déclaré en 2018 qu'il « rêve d'un Poutine français, mais il n'en existe pas ». Zemmour a été plusieurs fois accusé par des opposants politiques et d'autres critiques d'abriter des partisans d'extrême droite, et même néonazis, dans son parti. Cette affirmation est en partie vraie. Lors d'un rassemblement à Toulon, un participant a été filmé en train de faire un salut nazi. Zemmour l'a dénoncé lorsqu'un présentateur de télévision l'a interrogé à ce sujet. Certains critiques ont indiqué qu'il disposait du soutien des dirigeants du Parti de la France, Carl Lang et Thomas Joly, un parti fortement influencé par le néonazisme et le respect pour Pétain. Les Zouaves de Paris, un gang de rue néonazi, ont participé à plusieurs rassemblements de Zemmour et ont commencé à se battre avec des contre-manifestants, notamment le rassemblement organisé pour le lancement officiel du parti ; en résultat, de multiples altercations se sont produites contre des militants de l'organisation SOS Racisme et des membres de la presse.

Les Remparts

Néonazi, nationaliste blanc, anti-LGBTQ+

Lyon



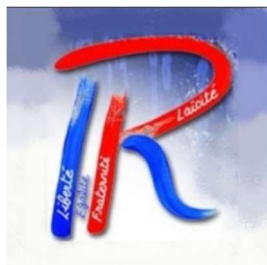
« Les Remparts » est un groupe identitaire basé à Lyon ; il se rassemble régulièrement au bar identitaire « La Traboule » pour des réunions, des cours, des présentations et des soirées ; il participe également à des manifestations aux côtés d'autres groupes d'extrême droite. Ce groupe, adepte de la suprématie blanche, est aussi farouchement anti-LGBTQ+. Il a écrit dans l'un de ces messages : « Non au mois de la fierté, notre seule fierté est d'être Lyonnais ! » En juin 2022, le groupe a affiché ses propres slogans sur l'itinéraire d'un défilé de la Gay Pride ; il a affirmé sur Telegram que son action « est un acte de résistance contre cette manifestation et contre la déconstruction de notre mode de vie européen traditionnel. Nous nous élevons contre l'idéologie LGBT et éveillée parrainée par l'État et nous la combattons partout où elle se manifestera. Ces inscriptions sont des symboles de notre résistance. C'est la ligne rouge que nous défendons : la patrie, la liberté, la famille et l'identité sexuelle naturelle. La décadence n'a pas d'avenir. Votre temps sera bientôt écoulé. » En 2022, après que le maire de Lyon a participé à un iftar au lieu d'une cérémonie chrétienne locale, Les Remparts ont protesté contre le maire. Fin septembre 2022, Les Remparts ont organisé une « nuit italienne » à La Traboule pour

célébrer la victoire de la candidate italienne néofasciste Georgia Meloni. Le maire de Lyon a demandé publiquement au président de dissoudre le groupe et de fermer La Traboule.

Riposte laïque/Résistance républicaine

Anti-immigrés, antimusulman, conspiration

Paris



Fondé en 2007, « Riposte laïque » est un site Web d'extrême droite antimusulman possédant une organisation affiliée, « Résistance républicaine » ; ce site collabore avec d'autres groupes d'extrême droite et affirme défendre les valeurs laïques républicaines et françaises contre l'islam. « Résistance républicaine » est l'aile politique de Riposte laïque ; elle sert à organiser des manifestations pour soutenir ses objectifs. Christine Tasin, ancienne membre du parti socialiste, puis membre de « Debout La France », a contribué à la création de la publication ; elle l'a quittée en 2013 après des désaccords éditoriaux. L'autre fondateur de la publication et le propriétaire du site est Pierre Cassen, ancien membre du Parti communiste français, de la Ligue communiste révolutionnaire et de l'Union des familles laïques. L'éditeur actuel est Guy Sebag. Le site « Riposte laïque » cible principalement l'islam en France et en Europe dans ses publications et ses protestations ; il pense que l'islam constitue le principal danger menaçant les valeurs républicaines françaises et plaide contre l'immigration musulmane. « Riposte laïque » est un partisan de la théorie du complot Eurabie selon laquelle des « mondialistes » français et arabes ont organisé un complot secret afin de coloniser et d'islamiser l'Europe. Ce site est également connu pour avoir publié des théories du complot au sujet de la pandémie de Covid-19, du prétendu Nouvel ordre mondial et de l'incendie de la cathédrale Notre-Dame. Vers 2010, la collaboration avec le groupe « Bloc Identitaire » antimusulman, qui consistait en des manifestations coordonnées, s'est approfondie sous la forme de l'organisation « Assises internationales contre l'islamisation de l'Europe ». En 2016, Tasin, avec l'aide de Renaud Camus, l'auteur du livre *Le Grand Remplacement*, a tenté en vain de créer la version française du groupe antimusulman allemand PEGIDA. Les opinions antimusulmanes du groupe sont profondes ; Alain Jean-Mairet, directeur de « Riposte laïque » en 2014, a été accusé de préjudice racial et d'incitation à la haine après avoir publié un article intitulé « Et si l'islam était le culte de la perversion morale » ; dans cet article, il affirme que les musulmans sont des « déviants sexuels » à la naissance, et il diabolise encore plus les musulmans. En juillet 2014, Tasin a été reconnue coupable d'incitation à la haine raciale après avoir déclaré : « Je suis islamophobe, et alors ? Je suis fière de la haine de l'islam. L'islam, c'est des conneries. » Ces dernières années, le site a promu la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. « Riposte laïque » considère que les élus de France sont des « traîtres » et des « collaborateurs » de l'« islamisation » du pays. Le site a publié (et republié)

des articles, des vidéos et des interviews de nombreux militants d'extrême droite français et internationaux tels que Jean Raspail, Guillaume Faye et Renaud Camus, ainsi que des militants et des politiciens antimusulmans de l'étranger, notamment Ayaan Hirsi Ali, Bat Ye'or et Geert Wilders. Riposte laïque et Résistance républicaine ont soutenu Éric Zemmour lors du cycle électoral 2022.

Souveraineté, identité et libertés

Nationaliste blanc, anti-immigrés, antimusulman

Paris



Fondé en 2011 par Paul-Marie Coûteaux, « Souveraineté, identité et libertés » (SEIL) est un petit parti d'extrême droite appartenant au mouvement identitaire plus large. Le SIEL sert de « parti satellite » pour le Rassemblement national (anciennement Front national) ; il est plus extrême au niveau idéologique et soutient le RN depuis sa création. Le SIEL a également formé des alliances lors des élections législatives avec d'autres petits partis à droite du Front national tels que le Parti de la France, Civitas et la Ligue du Sud. Karim Ouchikh, qui possédait des liens avec l'Action française et le Bloc Identitaire, a remplacé Coûteaux au poste de président en 2014 ; en effet, ce dernier avait fait des commentaires controversés au sujet du placement des Roms dans des camps et le Front national, sous la direction de Marine le Pen, avait refusé de travailler avec le parti. En 2022, un certain nombre de candidats ont quitté le SIEL pour rejoindre le parti antimusulman « Reconquête ! » ; on ne sait pas dans quelle mesure le SIEL restera actif. Ouchikh et d'autres membres du SIEL croient en la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs ; Ouchikh a écrit dans « Riposte laïque » : « J'aspire à l'avènement du modèle autrichien en France, à savoir l'alliance durable entre les forces conservatrices et les forces populistes dans notre pays. Ce scénario est le seul, à mon avis, à permettre le redressement spirituel, moral et culturel de la France et, surtout, à contrecarrer les deux grands dangers menaçant notre pays : le grand remplacement et l'islamisation. Bien que la tâche ne soit pas facile à accomplir, loin de là, je n'arrête pas de travailler quotidiennement pour réaliser cet objectif politique. » Ouchikh propose un programme de « désislamisation » faisant appel à des pratiques discriminatoires contre les musulmans, notamment des mesures telles que le traitement différencié pour les musulmans, les moratoires sur la construction de mosquées, la fin du financement des institutions musulmanes et la nomination des imams par l'État. Ouchikh est un proche de Renaud Camus, l'auteur du livre *Le Grand Remplacement* ; il participe à de nombreux événements avec lui afin de promouvoir ses idées.

Tenesoun

Nationaliste blanc

Aix-en-Provence, Orange



Tenesoun est un groupe identitaire basé à Aix-en-Provence ; il participe à des événements catholiques fondamentalistes, organise des manifestations de rue, des matchs de boxe et mène d'autres activités militantes, notamment la diffusion de matériel de propagande, la promotion de la langue provençale et la publication d'un magazine éponyme. Il possède des liens avec des organisations d'extrême droite à l'étranger et promeut la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs, qui est au cœur des croyances identitaires. Il déclare sur son site Web : « [Nous sommes] contre le grand remplacement et le grande effacement qui mettent en péril l'existence charnelle de notre peuple, nous affirmons l'autochtonie des populations européennes et nous défendons une identité basée sur le triptyque suivant : Provence, France, Europe. »

Terre et Peuple

Nationaliste blanc, anti-immigrés

Alsace, Arverne, Île de France, Feurs, Lyon



Terre et Peuple (T&P) est une organisation d'extrême droite française fondée par l'historien Pierre Vial en 1994. Au niveau idéologique, T&P soutient la pensée identitaire, mais avec une tournure ; en effet, ce groupe cherche à réaliser un changement culturel et politique à travers un militantisme qui conduira les peuples celtiques et européens à redécouvrir leurs racines païennes. T&P s'oppose fermement à l'immigration et aux immigrés, qu'il appelle une « invasion », souvent « planifiée » dans le cadre d'une « substitution » ; ceci est une reformulation de la théorie du complot du grand remplacement soutenue par les suprémacistes blancs. Ce groupe publie un magazine intitulé *Terre et Peuple* et organise des « tables rondes » annuelles dans lesquelles des membres éminents prononcent des discours. T&P croit en la science des races, l'idée selon laquelle des « races » séparées existent, peuvent être identifiées et doivent être séparées : « La diversité des espèces et des races constitue un aspect essentiel de l'harmonie de la création. Les restrictions concernant les mariages interraciaux permettent d'éviter la batardisation des espèces, de maintenir chacune dans sa noblesse et sa beauté. Le système des castes vise à permettre la coexistence de races différentes dans la même société

en garantissant que chaque groupe social a une profession réservée et des privilèges distincts. » Ce groupe a un point de vue unique sur ces idées ; il affirme que « l'évolution de l'homme passe par quatre étapes, qui correspondent aux quatre races des hindous. Ces quatre étapes sont symbolisées par quatre couleurs : blanc, rouge, jaune et noir. Les quatre races d'hommes qui lui correspondent jouent successivement un rôle prédominant au cours des différentes époques que traverse l'humanité... Dans les sociétés qui ne sont pas multiraciales, les castes ont tendance à s'établir en fonction des capacités des personnes, car elles constituent un aspect essentiel de la société. » T&P considère que le multiculturalisme est de la propagande et du racisme « anti-blancs » et que ceux qui le promeuvent sont des « collaborateurs » ; il estime en outre qu'il existe une préférence pour les immigrés par rapport aux Français « autochtones » dans le système politique actuel. Ce groupe publie également du contenu raciste ; l'un des articles de son site Web choisit des données des statistiques de la criminalité du FBI américain de manière sélective afin d'alléguer que le taux de criminalité est élevé chez les Noirs aux États-Unis, ce qui est dû, selon lui, à leur race. Un autre article parle d'une « guerre raciale » à Baltimore et un autre fait l'éloge de l'ancien Klansman américain [David Duke](#). Beaucoup d'autres articles font référence à un « génocide » en cours des peuples européens. Il existe des branches ou des versions internationales du groupe, notamment « Renaissance européenne » dans la région wallonne de Belgique, « Tierra y Pueblo » en Espagne et « Terra e Povo » au Portugal. Le groupe affirme également avoir des alliés dans de nombreux autres pays, dont les États-Unis.

Des Tours et des Lys

Nationaliste blanc, antimusulman, anti-immigrés

Tours



« Des Tours et des Lys » est un groupe militant identitaire basé à Tours ; il organise des activités militantes, des manifestations de rue, des conférences telles que les réunions du Cercle Prométhées, des randonnées et de l'entraînement physique tel que la pratique de la boxe. Sa devise est « Identité, communauté, action » ; en outre, il manifeste régulièrement contre l'immigration. Ce groupe fournit des vêtements et d'autres services aux citoyens français qui, selon lui, ont été abandonnés par l'État au profit des immigrés. Plutôt que de participer à des batailles de rue, le groupe mène des activités de nettoyage des rivières et des sites culturels ; il collabore également avec d'autres groupes d'extrême droite similaires tels que Luminis et Lyon Populaire.

Vent d'Est

Nationaliste blanc, anti-immigrés
Strasbourg



« Vent d'Est » est un groupe militant identitaire aux influences néofascistes basé à Strasbourg ; il a émergé lorsque le groupe néofasciste « Bastion social » a été dissous en janvier 2021. Le compte Instagram de ce groupe, qui n'existe plus, était simplement un compte renommé de « Bastion social ». Sa page Facebook a été interdite, mais on ne sait pas quand. Ce groupe organise des randonnées et des cours, ainsi que d'autres activités militantes ; en outre, il fréquente « L'Arcadia », situé dans le quartier de l'Esplanade de Strasbourg, où se trouvait le siège de « Bastion social ». Il a été décrit comme un groupe « xénophobe » et « antisémite » et s'enrage principalement contre l'immigration.

Les Zouaves Paris

Néonazi, nationaliste blanc, anti-immigrés
Paris



« Les Zouaves Paris » (ZVP) est un groupe violent de néonazis issu d'autres organisations d'extrême droite telles que le Groupe union défense (GUD) et Génération Identitaire. Ce groupe d'environ 20 personnes est connu pour marcher dans les rues avec des battes de baseball, des matraques extensibles, du spray au poivre et d'autres objets qui pourraient être utilisés dans des actes violents. Ses slogans comprennent « Paris c'est nous » et « On est chez nous ». À la suite de l'effondrement du célèbre gang d'extrême droite GUD, la plupart des branches se sont transformées en branches du groupe « Bastion social », sauf à Paris où elles ont formé Les Zouaves. Ses membres sont connus pour diffuser des images nazies et des tracts racistes et pour se livrer à la violence de rue et à l'hooliganisme, notamment lors des manifestations des « Gilets jaunes » et des rassemblements d'Éric Zemmour en 2021. Leurs antécédents de violence sont nombreux. Lors des matchs de la Coupe du monde 2018 en Russie, les Zouaves ont été soupçonnés d'être à l'origine de plusieurs actes de violence contre des supporters de football algériens. Cette même année, des membres des Zouaves ont commis des actes de violence au cours de l'émeute qui s'est produite sur la place de l'Étoile lors

de l'acte III des manifestations des « Gilets jaunes » ; ceci a entraîné la condamnation de six membres à trois mois de prison. En janvier 2019, lors d'une manifestation organisée par Génération Identitaire pour Sainte-Geneviève, la nuit de l'incendie de Notre-Dame, des Zouaves se sont livrés à des combats de rue avec des antifascistes. En novembre 2019, des membres des Zouaves ont agressé un étudiant d'origine marocaine de l'Université de Nanterre, car il portait une chemise aux couleurs du drapeau marocain. Le casier judiciaire complet de ce groupe est beaucoup plus long. Il a été dissous officiellement en janvier 2022 et leur chef présumé est actuellement incarcéré pour ne pas avoir respecté l'interdiction de participer à des rassemblements qui lui avait été imposée après les activités violentes auxquelles il avait participé dans un bar en 2021. Ce groupe ne dispose pas de hiérarchie précise ; cependant, Marc de Cacqueray-Valmenier, bien qu'il soit emprisonné, est toujours considéré comme le dirigeant de facto. Il a été dissous officiellement après que le Conseil des ministres, à la demande du président, a décidé que la combinaison de la violence ouverte et des appels au néonazisme, au Ku Klux Klan et au sentiment anti-immigration raciste justifiait cette action.

Note: Translation of this report from English into French was provided by a third-party translator. Any possible errors or inconsistencies in the translation from English are the responsibility of the translator. If you have questions about the translation, please contact us at contact@globalextremism.org. For report in English : www.globalextremism.org/france.

Remarque : La traduction de ce rapport de l'anglais vers le français a été fournie par un traducteur tiers. Toute erreur ou incohérence éventuelle dans la traduction de l'anglais relève de la responsabilité du traducteur. Si vous avez des questions sur la traduction, veuillez nous contacter à contact@globalextremism.org.